



Commission
européenne



EUROBAROMÈTRE FLASH 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

RAPPORT SUR L'EUROBAROMÈTRE
AVRIL 2025



Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Enquête réalisée par Ipsos European Public Affairs à la demande de la Commission européenne, direction générale de la fiscalité et de l'union douanière

Enquête coordonnée par la Commission européenne, direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la DG COMM)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Intitulé du projet	Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité
	Rapport
	FR
Numéro de catalogue	KP-01-25-040-FR-N
ISBN	978-92-68-28829-0
	doi:10.2778/6066713

© Union européenne, 2025

<https://europa.eu/eurobarometer>



Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](#)

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document «Eurobarometer» n'existait qu'en anglais, dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais disponibles dans toutes les langues officielles.

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité**Table des matières**

Introduction.....	4
Principales constatations.....	6
1. Compréhension et perception de la fiscalité.....	9
1.1. Compréhension auto-évaluée du système fiscal.....	9
1.2. Attitudes à l'égard des niveaux d'imposition.....	11
1.4. Types d'impôts à augmenter (parmi ceux qui préfèrent augmenter les impôts).....	17
1.5. Perceptions de l'équité fiscale.....	21
2. Expériences en matière de déclaration fiscale.....	23
2.1. Facilité de remplir des déclarations de revenus.....	23
2.2. Impôts les plus compliqués à calculer et à payer.....	25
2.3. Adéquation de l'aide à la déclaration d'impôt.....	27
2.4. Mesures visant à améliorer le processus de déclaration de revenus.....	29
3. Attitudes à l'égard de politiques fiscales spécifiques.....	33
3.1. Impôt sur la fortune pour les personnes les plus riches.....	33
3.2. Impôt minimum pour les entreprises multinationales.....	35
3.3. Soutien aux taxes environnementales.....	37
3.4. Taxation du transport aérien.....	43
4. Priorités fiscales de l'UE.....	45
5. Achats transfrontaliers de tabac et d'alcool.....	49
5.1. Achats de tabac.....	49
5.2. Achats d'alcool en ligne auprès de détaillants étrangers.....	54
Commentaires.....	58
Spécifications techniques.....	60
Questionnaire.....	62
Annexe de données.....	71

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Introduction

Cet Eurobaromètre Flash examine les attitudes et les préférences des citoyens de l'UE à l'égard de la fiscalité et de la politique fiscale. Il examine des thèmes clés, tels que la perception par les citoyens de l'UE de la combinaison fiscale souhaitée, c'est-à-dire l'équilibre adéquat entre les différents types d'impôts tels que les impôts sur le revenu, les impôts sur la consommation (par exemple, la TVA), les impôts sur les sociétés et les impôts environnementaux dans les États membres, y compris l'équité et le respect des règles. Il recueille également les points de vue des citoyens de l'UE sur les priorités fiscales de l'UE dans des domaines tels que la fiscalité verte, la taxation du tabac et de l'alcool, la taxation des grandes entreprises multinationales et la lutte contre la fraude fiscale, ainsi que leurs points de vue sur les prélèvements environnementaux. En outre, il examine l'incidence des impôts indirects (par exemple, les droits d'accises sur la TVA sur l'alcool, le tabac et l'énergie) sur les achats transfrontaliers et en ligne dans l'UE.

Les points de vue des citoyens de l'UE sont particulièrement importants, car les impôts sont le principal moyen par lequel les États membres et l'UE génèrent des recettes pour financer des services publics essentiels qui ont une incidence directe sur la vie quotidienne des citoyens, tels que l'éducation, les soins de santé, le bien-être, la sécurité, la recherche et les systèmes d'infrastructures publiques. En évaluant et en comprenant l'opinion publique de l'UE sur ce sujet, la Commission européenne est mieux à même de façonner sa politique fiscale en fonction des besoins et des priorités des citoyens de l'UE.

Au nom de la direction générale de la fiscalité et de l'union douanière de la Commission européenne, Ipsos European Public Affairs a interrogé un échantillon représentatif de citoyens de l'Union âgés de 15 ans et plus dans chacun des 27 États membres de l'Union européenne. Entre le 9 et le 17 avril 2025, 25 793 entretiens ont été menés par le biais d'entretiens en ligne assistés par ordinateur

(CAWI), à l'aide de panels en ligne Ipsos et de leur réseau de partenaires.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité**Notes**

■ Les résultats des enquêtes sont soumis à des tolérances d'échantillonnage, ce qui signifie que toutes les différences apparentes entre les pays et les groupes socio-démographiques peuvent ne pas être statistiquement significatives. Ainsi, seules les différences statistiquement significatives (au niveau de confiance de 5 %) – c'est-à-dire lorsqu'il peut être raisonnablement certain qu'elles ne se sont probablement pas produites par hasard – sont mises en évidence dans le texte.

■ Les données de l'enquête sont pondérées en fonction de l'âge marginal en fonction du sexe, de la situation professionnelle et de la répartition régionale de la population, en utilisant une pondération post-stratification. Les 27 États membres de l'UE sont pondérés en fonction de la taille de la population de plus de 15 ans de chaque pays.

■ Les pourcentages de réponse dépassent 100 % si la question permettait aux répondants de sélectionner plusieurs réponses.

■ Dans le présent rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle, comme indiqué ci-dessous.

BE	Belgique	FR	France	NL	Pays-Bas
BG	Bulgarie	HR	Croatie	AT	Autriche
CZ	Tchéquie	IT	Italie	PL	Pologne
DK	Danemark	CY	République de Chypre	PT	Portugal
DE	Allemagne	LV	Lettonie	RO	Roumanie
EE	Estonie	LT	Lituanie	SI	Slovénie
IE	Irlande	LU	Luxembourg	SK	Slovaquie
EL	Grèce	HU	Hongrie	FI	Finlande
ES	Espagne	MT	Malte	SE	Suède

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'UE. Pour des raisons pratiques, les entretiens ne sont menés que dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Principales constatations

Compréhension et perception de la fiscalité

■ Plus de quatre répondants sur dix (44 %) font état d'une compréhension «moyenne» du système fiscal de leur pays, tandis que plus de trois sur dix (35 %) font état d'une bonne compréhension (dont 8 % sont «très bons» et 27 % «bons»). Seulement deux répondants sur dix (19 %) déclarent avoir une mauvaise compréhension du système fiscal (dont 13 % sont «mauvais» et 6 % «très mauvais»).

■ Interrogés sur leur attitude vis-à-vis des niveaux d'imposition des services publics, environ quatre répondants sur dix (39 %) s'accordent à dire que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient même si cela signifie moins ou moins de services publics. Près de trois répondants sur dix (27 %) sont d'accord avec une hausse des impôts si cela signifie des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité, tandis qu'une proportion similaire (26 %) des répondants sont d'accord avec les niveaux actuels des impôts et des services publics.

■ Les répondants qui ont mentionné que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient, même si cela signifiait moins ou moins de services de qualité, ont été interrogés sur les types d'impôts qu'ils pensent devoir être réduits en premier. Plus d'un répondant sur deux (54 %) déclare qu'il commencerait par réduire les impôts sur les salaires et plus d'un répondant sur trois (37 %) mentionne la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Près d'un sur quatre (23 %) réduirait d'abord les impôts sur le logement. Moins d'un point sur cinq concerne les impôts sur les successions (17%) et les impôts sur les revenus de placement (16%).

■ On a ensuite demandé aux répondants qui étaient d'accord avec une augmentation des impôts si cela signifiait des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité quels impôts devraient être levés en premier, si les impôts devaient être augmentés pour payer les services publics. Près de la moitié (48%) d'entre eux mentionnent qu'ils augmenteraient les taxes sur le tabac et l'alcool, un sur trois

(33%) pointe vers des impôts sur les revenus de placement, et un peu plus d'un sur quatre (28%) indiquent qu'il devrait s'agir d'impôts sur les entreprises.

■ Lorsqu'on leur demande si les citoyens de leur pays paient des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur patrimoine, un répondant sur cinq (20 %) mentionne que cela se fait «dans une large mesure», tandis qu'environ un répondant sur deux (51 %) indique que cela se fait «dans une certaine mesure». Environ une personne sur quatre (24 %) indique que les citoyens de leur pays ne paient «pas du tout» d'impôts proportionnellement à leur revenu et à leur richesse.

Expériences en matière de déclaration fiscale

■ Interrogés sur la facilité ou la difficulté de remplir des déclarations fiscales dans leur pays, près de la moitié (49 %) estiment que cela est facile (14 % «très facile» et 35 % «assez facile»). Environ un répondant sur quatre (24 %) le juge difficile (18 % «assez» et 6 % «très difficile»). De plus petites parts de pas plus d'un sur dix indiquent qu'ils ont recours à un professionnel pour produire leurs déclarations de revenus (9 %), qu'ils n'ont pas besoin de produire complètement des déclarations de revenus (9 %) ou que quelqu'un d'autre dans leur ménage produit leurs déclarations de revenus (6 %).

■ On a demandé à ceux qui ont déclaré avoir du mal à remplir leur déclaration de revenus quels impôts ils trouvaient les plus compliqués à calculer et à payer. Un peu plus de deux répondants sur dix (22 %) mentionnent des impôts sur les revenus de placement et environ un sur six (16 %) mentionnent des impôts sur les salaires. Une personne sur cinq (20 %) déclare ne pas savoir quelle taxe est la plus compliquée à calculer et à payer.

■ Interrogés sur l'adéquation de l'aide reçue dans leur pays pour le dépôt des déclarations fiscales, les répondants sont presque également répartis entre ceux qui la jugent adéquate (46 %, 10 % la jugeant «entièrement adéquate» et 36 % «essentiellement adéquate») et ceux qui la jugent inadéquate (41

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

%, 29 % la jugeant «assez inadéquate» et 12 % «très inadéquate»).

■ Les répondants ont été invités à indiquer quelles mesures seraient les plus utiles pour aider les contribuables à produire leurs déclarations de revenus. La réforme du droit fiscal pour le rendre plus facile est la mesure la plus citée, 39 % des répondants l'identifiant comme une mesure utile pour aider les gens à produire leurs déclarations de revenus. Elle est suivie d'instructions plus claires, sélectionnées par 36 % des répondants. Un tiers des répondants (33 % dans les deux cas) estiment qu'il est utile d'appuyer davantage la production de déclarations de revenus et la disponibilité de déclarations de revenus préremplies. Environ trois répondants sur dix (31 %) mentionnent des changements moins fréquents dans les règles. Attitudes à l'égard de politiques fiscales spécifiques

■ Près des deux tiers (65 %) des personnes interrogées sont favorables à l'introduction d'un impôt pour les personnes les plus fortunées (plus de 0,001 %) afin de s'assurer qu'elles paient un niveau minimum d'impôts. Environ un quart (24%) ne sont pas favorables à l'imposition des plus riches, car elle présente trop d'inconvénients (par exemple en termes de compétitivité, d'investissement, de fuite des capitaux).

■ Interrogés sur leur accord avec l'affirmation selon laquelle les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités, 80 % de l'ensemble des répondants sont d'accord avec cette affirmation (44 % sont «fortement d'accord» et 36 % sont «un peu d'accord»). Environ une entreprise multinationale sur dix (11 %) n'est pas d'accord avec le fait que les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités (2 % sont «fortement en désaccord» et 9 % «un peu en désaccord»).

■ Près de six répondants sur dix (59 %) sont favorables à l'utilisation de taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement et de sources

d'énergie polluantes. En revanche, plus d'une personne sur quatre (27 %) n'appuie pas ce point de vue.

■ Les répondants qui se sont déclarés favorables aux taxes environnementales ont ensuite été interrogés sur les types de biens nocifs pour l'environnement qui, à leur avis, devraient être taxés davantage. Plus de la moitié de ces répondants (55 %) pensent que les produits non recyclables ou difficiles à recycler (55 %). Des proportions un peu plus faibles mentionnent les plastiques (52 %) et les émissions de gaz à effet de serre (50 %). Plus de quatre personnes sur dix (43 %) qui soutiennent les taxes environnementales pensent que les produits à usage unique, tels que les pailles, les couverts et les emballages, devraient être taxés davantage, et environ trois personnes sur dix (32 %) mentionnent que les combustibles fossiles, tels que le gaz, le pétrole ou le charbon, devraient être taxés davantage.

■ Un peu plus de la moitié (53 %) des personnes interrogées sont favorables à une taxation du transport aérien au même taux que les autres modes de transport, tandis qu'environ trois personnes sur dix (31 %) n'y sont pas favorables. Priorités fiscales de l'UE

■ On a demandé aux répondants quelles actions, le cas échéant, ils pensaient que l'UE devrait donner la priorité en matière de fiscalité. Plus de la moitié (54 %) des personnes interrogées considèrent la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales comme une action prioritaire pour l'UE en matière fiscale. Toutes les autres mesures sont sélectionnées par moins de la moitié des répondants; par exemple, 25 % considèrent la prévention des doubles impositions entre les pays de l'UE et 23 % la résolution des désaccords fiscaux entre les pays de l'UE comme des priorités fiscales de l'UE. Achats transfrontaliers de tabac et d'alcool

■ On a demandé aux répondants s'ils avaient acheté des produits du tabac dans un pays autre que le leur au cours des 12 derniers mois. Une grande majorité (84 %) des répondants indiquent qu'ils ne l'ont pas fait, tandis que 15 % mentionnent qu'ils l'ont fait. Parmi ceux qui ont effectué de tels achats, environ un sur dix

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

(11%) déclare avoir acheté des produits du tabac dans un autre pays de l'UE. Moins d'une personne sur dix (4 %) mentionne avoir acheté ces produits dans un pays hors de l'UE.

■ On a ensuite demandé aux répondants s'ils avaient acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant d'un pays autre que le leur au cours des 12 derniers mois. Près de

neuf personnes sur dix (88 %) déclarent ne pas avoir acheté de boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant d'un pays autre que le leur. Près d'un répondant sur dix (11 %) indique avoir effectué des achats d'alcool en ligne auprès de détaillants étrangers, dont 9 % dans un autre pays de l'UE et 3 % dans un pays tiers.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

1. Compréhension et perception de la fiscalité

Cette section traite de la compréhension auto-évaluée par les citoyens du système fiscal de leur pays, de la perception de l'équité fiscale, des attitudes à l'égard des niveaux d'imposition par rapport aux services publics et des préférences en matière d'ajustements fiscaux.

1.1. Compréhension auto-évaluée du système fiscal

Plus de quatre répondants sur dix (44 %) font état d'une compréhension «moyenne» du système fiscal de leur pays, tandis que plus de trois sur dix (35 %) font état d'une bonne compréhension (dont 8 % sont «très bons» et 27 % «bons»). Environ deux répondants sur dix (19 %) répondent qu'ils ont une mauvaise compréhension du système fiscal (dont 13 % sont «mauvais» et 6 % «très mauvais»).

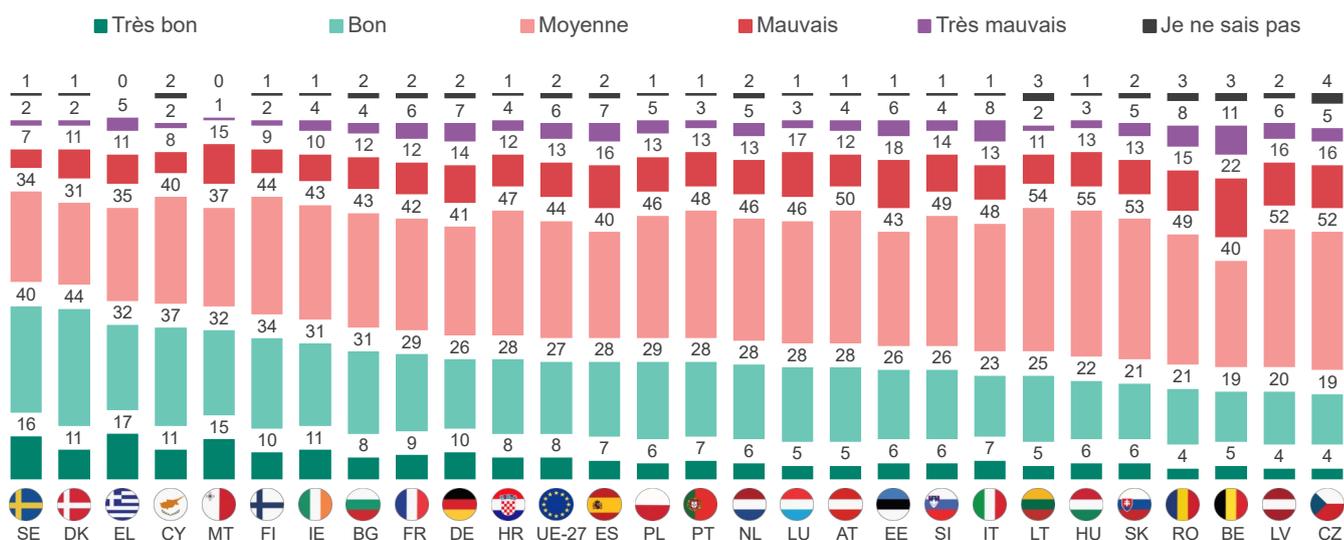
À l'exception de la Suède (56 %) et du Danemark (55 %), moins de la moitié des répondants de tous les États membres jugent que leur compréhension du système fiscal de leur pays est «très bonne» ou «bonne». Près de la moitié des personnes interrogées en Grèce (49 %), à Chypre (48 %) et à Malte (47 %) déclarent également avoir une «très bonne» ou une «bonne» compréhension du système fiscal de leur pays.

En revanche, la proportion de répondants estimant que leur compréhension du système fiscal de leur pays est mauvaise est la plus élevée en Belgique (33 %), suivie de l'Estonie (24 %), de l'Espagne et de la Roumanie (23 % dans les deux cas).

Les majorités font état d'une compréhension «moyenne» du système fiscal de leur pays dans cinq pays: Hongrie (55 %), Lituanie (54 %), Slovaquie (53 %), Lettonie et Tchéquie (52 % dans les deux cas).

Résultats par pays

T1 Comment évalueriez-vous votre compréhension du système fiscal dans (VOTRE PAYS)?



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Les hommes (41 %) sont plus susceptibles que les femmes (29 %) d'estimer que leur compréhension du système fiscal de leur pays est bonne.

Les répondants âgés de 25 à 39 ans (42 %) sont plus susceptibles que les autres groupes d'âge (32 % à 35 %) d'estimer que leur compréhension du régime fiscal de leur pays est bonne.

La compréhension autoévaluée des systèmes fiscaux nationaux augmente avec l'éducation: les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (41 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont terminé leurs études entre 16 et 19 ans (29 %) ou 15 ans ou moins (24 %) de déclarer une bonne compréhension du système fiscal de leur pays.

Certaines différences sont également observées par profession. Les répondants indépendants (45 %) et les salariés (42 %) sont plus susceptibles que ceux qui ne travaillent pas (27 %) d'estimer que leur compréhension du système fiscal de leur pays est bonne.

Les répondants vivant dans les zones les plus urbanisées sont plus susceptibles d'estimer que leur compréhension du système fiscal de leur pays est bonne: 38 % de ceux qui vivent dans les grandes villes ou les villes jugent leur compréhension bonne, contre 33 % de ceux qui vivent dans les petites et moyennes villes et 34 % de ceux qui vivent dans les zones rurales.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

1.2. Attitudes à l'égard des niveaux d'imposition

Les répondants ont expliqué que le niveau des impôts est évalué non seulement seul, mais aussi par rapport aux services publics qu'ils aident à financer, tels que les soins de santé, l'éducation et les infrastructures publiques.

Lorsqu'on les interroge ensuite sur leur attitude à l'égard des niveaux d'imposition des services publics, environ quatre répondants sur dix (39 %) s'accordent à dire que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient même si cela se traduisait par des services publics moins nombreux ou de moindre qualité. Près de trois répondants sur dix (27 %) sont d'accord avec une hausse des impôts si cela signifie des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité, tandis qu'une proportion similaire (26 %) des répondants sont d'accord avec les niveaux actuels des impôts et des services publics.

Résultats par pays

Dans trois États membres, plus de la moitié des répondants conviennent que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient même si cela se traduisait par des services publics de qualité moindre ou inférieure: Slovaquie (59 %), Croatie (57 %) et Estonie (53 %). En revanche, moins de trois répondants sur dix partagent ce point de vue en Finlande (22 %), en Suède (24 %) et au Danemark (26 %).

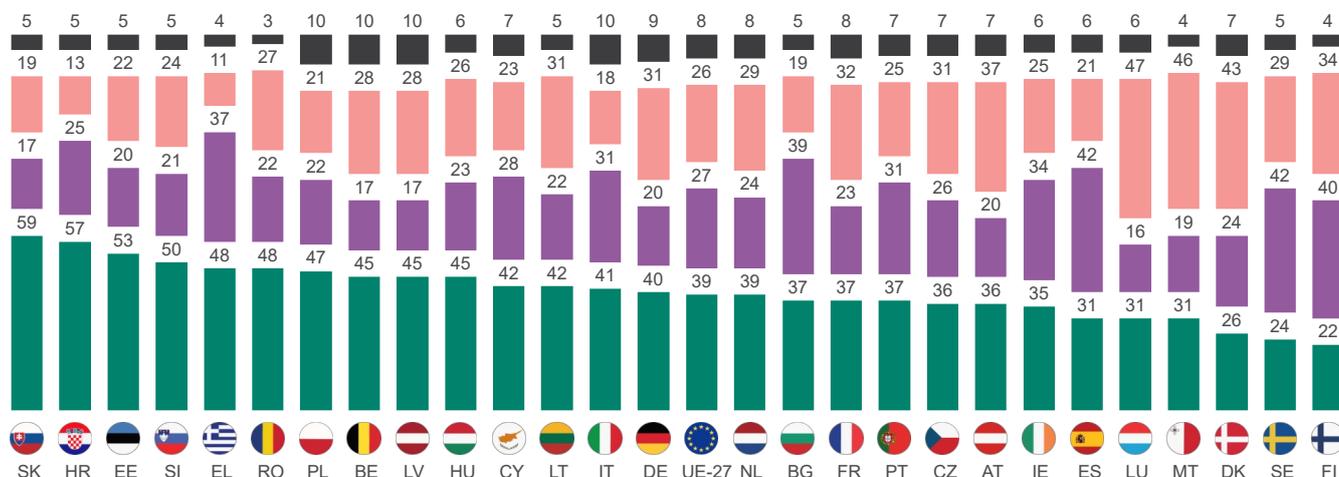
La Suède (42 %), l'Espagne (42 %), la Finlande (40 %), la Bulgarie (39 %) et la Grèce (37 %) sont les plus nombreux à être d'accord avec une hausse des impôts si cela signifie une augmentation ou une amélioration des services publics. En revanche, moins d'un répondant sur cinq partage ce point de vue au Luxembourg (16 %), en Belgique, en Lettonie et en Slovaquie (17 % dans l'ensemble).

Plus de quatre répondants sur dix au Luxembourg (47 %), à Malte (46 %) et au

T2 *Le niveau des taxes est évalué non seulement seul, mais aussi par rapport aux services publics qu'ils contribuent à financer, tels que les soins de santé, l'éducation et les infrastructures publiques.*

Laquelle des affirmations suivantes concernant le système fiscal de (VOTRE PAYS) êtes-vous le plus d'accord?

- Les impôts sont trop élevés, et je les diminuerais même si cela signifie moins ou moins de services publics de qualité.
- Je suis d'accord avec des taxes plus élevées si cela signifie des services publics plus ou mieux
- Les impôts et les services publics devraient rester au même niveau
- Je ne sais pas



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Danemark (43 %) estiment que les impôts et les services publics devraient rester au même niveau. En revanche, environ un répondant sur dix partage ce point de vue en Grèce (11 %) et en Croatie (13 %).

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Dans tous les groupes sociodémographiques, la plus grande partie des répondants sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient même si cela signifie des services publics de qualité inférieure ou inférieure. Cela dit, certaines différences sociodémographiques sont observées.

Les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'être d'accord pour dire que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient même si cela signifie moins ou moins de services publics de qualité (42% vs 37%), mais il y a aussi une plus grande proportion d'hommes d'accord avec des impôts plus élevés si cela signifie plus ou mieux de services publics (29% vs 24%). À leur tour, les femmes sont plus susceptibles de répondre que les impôts et les services publics devraient rester au même niveau (29 % contre 24 % pour les hommes).

Les répondants âgés de 54 ans et moins (42 %-45 %) sont plus susceptibles que ceux âgés de 55 ans et plus (33 %) d'être d'accord pour dire que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient même si cela signifie des services publics de qualité moindre ou inférieure. En revanche, les répondants âgés de 55 ans et plus (31 %) sont plus susceptibles que toutes les autres catégories d'âge (21 %-24 %) de convenir que les impôts et les services publics devraient rester au même niveau.

Certaines différences sont également observées selon le niveau d'éducation. Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (31 %) et ceux qui étudient encore (32 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 16 à 19 ans (21 %) ou de 15 ans ou moins (24 %) d'être d'accord avec des impôts plus élevés si cela

signifie des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité. Ceux qui ont terminé leurs études entre 16 et 19 ans (42 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont terminé leurs études entre 20 ans et plus (37 %) et ceux qui étudient encore (35 %) d'être d'accord pour dire que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient même si cela signifiait des services publics de moins ou de moins bonne qualité.

Tous les répondants qui travaillent (43 %-44 %) sont plus susceptibles que ceux qui ne travaillent pas (35 %) d'être d'accord pour dire que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient même si cela signifie des services publics de qualité inférieure ou moindre. De plus, les travailleurs autonomes interrogés et les employés (27 % chacun) sont plus susceptibles que les travailleurs manuels (23 %) d'être d'accord avec des impôts plus élevés si cela signifie des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité.

Enfin, les répondants vivant dans les grandes villes (30%) sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales (22%) ou les petites et moyennes villes (27%) d'être d'accord avec des impôts plus élevés si cela signifie des services publics plus ou mieux.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

1.3. Types d'impôts à réduire (parmi ceux qui ont une préférence pour la réduction des impôts)

Les répondants qui ont mentionné que les impôts sont trop élevés et qu'ils les diminueraient, même si cela signifiait des services de moins ou de moins bonne qualité, ont été interrogés sur les types d'impôts qu'ils pensent personnellement devoir être réduits en premier.

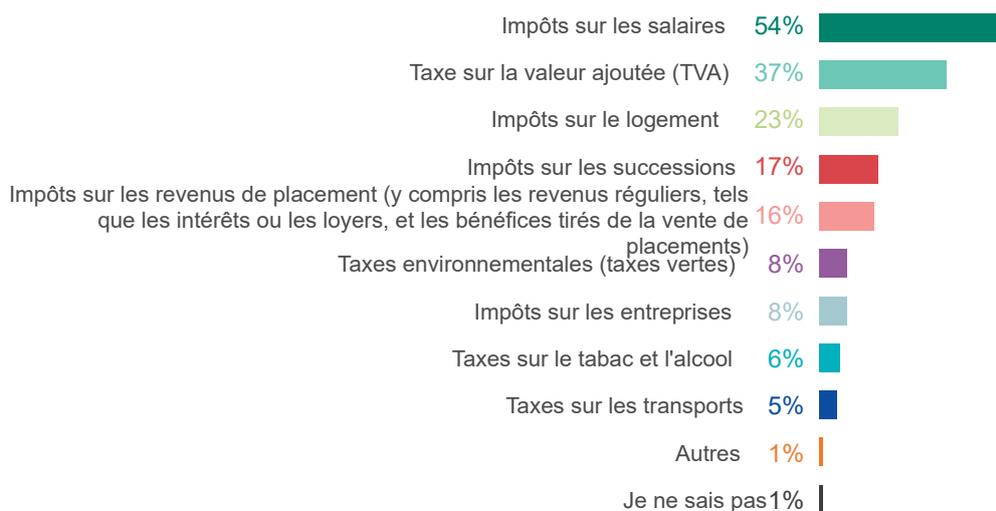
Plus d'un répondant sur deux (54 %) répond qu'il commencerait par réduire l'impôt sur les salaires et plus d'un répondant sur trois (37 %) réduirait d'abord la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Près d'un sur quatre (23 %) réduirait d'abord les impôts sur le logement. Moins d'un point sur cinq concerne les impôts sur les successions (17%) et les impôts sur les revenus de placement (16%).

Pas plus d'un déclarant sur dix souhaiterait d'abord réduire les types d'impôts suivants: les taxes environnementales, telles que les taxes

vertes (8 %), les taxes sur les entreprises (8 %), les taxes sur le tabac et l'alcool (6 %), les taxes sur les transports (5 %) ou d'autres types de taxes (1 %).

Q2a Selon vous, quelles taxes devraient être réduites en premier? [Réponses de MULTIPLE]



(EU27, %) Base: n=10 571 – Répondants qui ont répondu que: «Les impôts sont trop élevés, et je les diminuerais même si cela signifie moins ou moins de services publics de qualité»

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Résultats par pays

La réduction de l'impôt sur les salaires apparaît comme la première préférence pour la réduction d'impôt dans 21 États membres. Les parts les plus importantes dans le choix de ce type de réduction d'impôt se trouvent en Slovaquie (72 %), au Luxembourg (70 %), en Roumanie (68 %), en Irlande et en Belgique (67 % dans les deux cas). En revanche, environ trois personnes sur dix partagent ce point de vue en Grèce (29 %).

Q2a Selon vous, quelles taxes devraient être réduites en premier? [Réponses de MULTIPLE]

	Impôts sur les salaires	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôts sur le logement	Impôts sur les successions	Impôts sur les revenus de placement, y compris les revenus réguliers, tels que les intérêts ou les loyers, et les bénéfices tirés de la vente de placements)	Taxes environnementales (taxes vertes)	Impôts sur les entreprises	Taxes sur le tabac et l'alcool	Taxes sur les transports	Autres	Je ne sais pas
UE-27	54	37	23	17	16	8	8	6	5	1	1
BE	67	18	18	35	12	7	4	4	6	0	1
BG	37	39	32	13	16	9	8	10	5	4	1
CZ	47	32	31	16	12	16	4	5	3	0	2
DK	57	27	23	28	15	10	4	3	9	1	1
DE	60	47	14	12	14	10	9	5	4	1	1
EE	44	67	15	3	7	16	4	3	20	1	1
IE	67	17	24	17	14	10	3	8	4	2	1
EL	29	45	35	12	25	8	6	9	6	0	1
ES	34	43	31	30	12	9	4	4	4	1	1
FR	50	28	18	31	17	8	14	7	5	0	1
HR	62	58	19	15	13	4	4	4	4	1	1
IT	58	25	33	13	21	6	7	3	5	2	1
CY	50	49	27	4	21	11	6	2	4	1	2
LV	53	44	25	7	10	4	9	6	16	1	1
LT	46	42	38	13	7	7	6	6	10	2	1
LU	70	13	16	11	24	11	4	2	1	2	4
HU	49	73	17	4	9	1	9	5	6	1	2
MT	56	18	12	25	34	4	9	6	3	0	0
NL	54	34	17	21	14	10	2	11	10	3	1
AT	66	32	23	8	13	12	9	8	7	1	1
PL	59	39	17	12	15	9	8	8	5	1	2
PT	57	42	35	5	16	2	10	2	5	1	1
RO	68	31	32	7	19	4	5	6	3	0	1
SI	72	31	23	11	13	8	7	4	5	1	2
SK	51	52	20	10	8	3	14	6	3	2	1
FI	48	35	23	21	13	8	8	11	12	0	1
SE	65	18	17	6	26	16	6	11	8	1	2

(%) Base: n=10 571 – Répondants qui ont répondu que: «Les impôts sont trop élevés, et je les diminuerais même si cela signifie moins ou moins de services publics de qualité»

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

La réduction de l'impôt sur les salaires apparaît comme la préférence la plus élevée pour la réduction d'impôt dans la plupart des groupes sociodémographiques, à une exception près: les répondants qui perçoivent un revenu provenant d'un travail indépendant comme principale source de revenu. Pour ce groupe, la réduction de la TVA (38 %) occupe la première place, suivie de la réduction des impôts sur les salaires (37 %).

Les préférences pour les réductions d'impôt varient dans une certaine mesure selon l'âge. Les répondants âgés de 25 à 54 ans (58 % à 59 %) sont plus susceptibles que ceux âgés de 15 à 24 ans (53 %) ou de 55 ans et plus (49 %) de considérer qu'ils commenceraient par réduire les impôts sur les salaires. Les personnes âgées de 40 à 54 ans (40 %) et de 55 ans et plus (39 %) sont plus susceptibles que les plus jeunes (30 % à 35 %) de signaler une réduction de la TVA. Les personnes âgées de 55 ans et plus sont également plus susceptibles (22 %) que les jeunes répondants (12 %-16 %) de déclarer vouloir réduire les impôts sur les successions. De leur côté, les répondants âgés de 15 à 24 ans (9 %) sont plus susceptibles que les répondants plus âgés (5 % à 6 %) de signaler une réduction des taxes sur le tabac et l'alcool.

Certaines différences sont également observées par l'éducation. Les répondants qui ont terminé leurs études entre 16 et 19 ans (54 %) ou 20 ans et plus (57 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont terminé leurs études entre 15 ans et moins (46 %) d'indiquer qu'ils aimeraient que les impôts sur les salaires soient réduits en premier.

Le statut d'occupation a également une incidence sur les préférences en matière de réductions d'impôts. Les employés (64 %) et les travailleurs manuels (62 %) sont plus susceptibles que les répondants indépendants

(46 %) ou ceux qui ne travaillent pas (45 %) d'affirmer qu'ils réduiraient d'abord les impôts sur les salaires. À leur tour, ceux qui ne travaillent pas (39 %) sont plus susceptibles que les travailleurs indépendants (33 %) d'indiquer qu'ils réduiraient d'abord la TVA. Les répondants indépendants (17 %) sont plus susceptibles que tous les autres types de travailleurs (5 à 8 %) de mentionner qu'ils réduiraient d'abord les impôts sur les entreprises. De plus, ceux qui ne travaillent pas (21 %) sont plus susceptibles que tous les autres groupes professionnels (9 %-15 %) de déclarer qu'ils réduiraient d'abord les impôts sur les successions.

Enfin, certaines différences dans les préférences pour les réductions d'impôt sont observées selon la source de revenu. Par exemple, ceux qui reçoivent des salaires ou des traitements (63 %) sont plus susceptibles que ceux qui reçoivent toute autre source de revenu (31 % à 52 %) de noter qu'ils réduiraient d'abord les impôts sur les salaires. Ceux qui ont une pension comme principale source de revenu (23%) sont plus susceptibles que ceux qui ont un salaire (14%) ou un revenu de travail indépendant (16%) de déclarer qu'ils réduiraient d'abord les impôts sur l'héritage.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

1.4. Types d'impôts à augmenter (parmi ceux qui préfèrent augmenter les impôts)

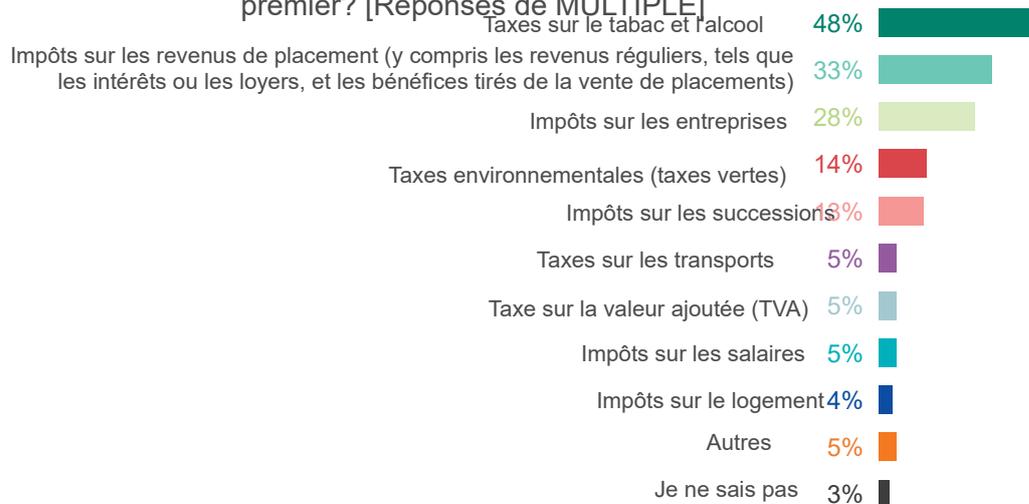
Les répondants qui étaient d'accord avec des impôts plus élevés si cela signifiait plus ou mieux de services publics ont ensuite été interrogés sur les impôts qui, selon eux, devraient être levés en premier, si les impôts devaient être augmentés pour payer les services publics.

Près de la moitié (48%) d'entre eux mentionnent qu'ils augmenteraient les taxes sur le tabac et l'alcool, un sur trois (33%) pointent vers des impôts sur les revenus de placement et un peu plus d'un sur quatre (28%) vers des impôts sur les entreprises.

Moins d'une personne sur cinq déclare qu'elle augmenterait les taxes environnementales (14 %); une part similaire mentionne les impôts sur les successions (13 %). Des parts encore plus faibles mentionnent les impôts sur les transports (5 %), la TVA (5 %), les impôts sur les salaires (5 %), les impôts sur le logement (4

%) ou d'autres impôts (non répertoriés dans l'enquête) (5 %).

Q2b Si les impôts doivent être augmentés pour payer les services publics, quels impôts devraient, selon vous, être levés en premier? [Réponses de MULTIPLE]



(EU-27, %) Base: n=6 759 – Répondants qui ont répondu: «Je suis d'accord avec une hausse des impôts si cela signifie des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité»

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Résultats par pays

Dans tous les États membres sauf deux (Allemagne et Grèce), la plus grande partie des répondants déclarent qu'ils augmenteraient d'abord les taxes sur le tabac et l'alcool, si les taxes devaient être augmentées pour payer les services publics. L'expression de cette préférence varie d'environ un tiers (32 %) en Grèce à plus des deux tiers en Tchéquie (69 %) et en Lettonie (68 %).

En Allemagne et en Grèce (41 % dans les deux cas), la plus grande partie des répondants mentionnent qu'ils augmenteraient d'abord les impôts sur les revenus des investissements, si cela était nécessaire pour payer les services publics. En revanche, les pourcentages les plus faibles se trouvent en Tchéquie (16 %) et en Croatie (18 %).

Un répondant sur deux (50 %) à Chypre déclare qu'il augmenterait d'abord les impôts sur les entreprises. Ce point de vue est également partagé par environ quatre répondants sur dix en Croatie (40 %) et en Espagne (38 %). La plus grande part des répondants déclarant qu'ils augmenteraient les taxes environnementales se trouve à Malte (27 %), tandis que les parts les plus faibles sont observées en Autriche (8 %), en Tchéquie, en Croatie et en Lettonie (7 % dans les trois cas).

Plus d'un répondant sur trois en Allemagne (37 %) et en Autriche (35 %) augmenterait les impôts sur les successions, tandis que les proportions les plus faibles de partage de ce point de vue se trouvent en Bulgarie (2 %), en Tchéquie, en Croatie, en Hongrie, à Malte, en Slovénie et en Slovaquie (4 % pour l'ensemble de ces pays).

Environ un répondant sur trois (32 %) en Slovénie et en Croatie indique qu'il augmenterait d'abord les impôts sur le logement, tandis que les minorités de moins de

deux sur dix dans tous les autres États membres partagent ce point de vue.

Moins d'un État membre sur cinq déclare qu'il augmenterait d'abord les taxes sur les transports, la TVA ou les impôts sur les salaires.

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q2b Si les impôts doivent être augmentés pour payer les services publics, quels impôts devraient, selon vous, être levés en premier? [Réponses de MULTIPLE]

	Taxes sur le tabac et l'alcool	Impôts sur les revenus de placement, y compris les revenus réguliers, tels que les intérêts ou les loyers, et les bénéfices tirés de la vente de placements)	Impôts sur les entreprises	Taxes environnementales (taxes vertes)	Impôts sur les successions	Taxes sur les transports	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôts sur les salaires	Impôts sur le logement	Autres	Je ne sais pas
UE-27	48	33	28	14	13	5	5	5	4	5	3
BE	50	35	24	15	7	5	5	5	4	7	4
BG	48	29	32	18	2	6	7	10	6	5	3
CZ	69	16	27	7	4	4	6	4	2	4	5
DK	52	28	27	18	8	4	3	12	5	2	7
DE	40	41	24	9	37	7	6	3	2	4	1
EE	65	25	27	10	5	5	4	3	2	5	2
IE	49	33	26	13	11	3	6	5	4	4	4
EL	32	41	21	13	6	11	14	10	5	4	1
ES	47	33	38	13	7	2	5	2	3	4	3
FR	40	34	32	20	9	8	8	7	2	6	4
HR	58	18	40	7	4	1	3	2	32	2	4
IT	51	33	24	12	14	4	3	4	7	4	5
CY	52	33	50	12	5	3	1	2	2	6	0
LV	68	29	15	7	5	6	4	1	1	4	7
LT	56	21	26	16	7	7	9	3	15	2	7
LU	61	28	21	16	19	9	6	3	1	1	3
HU	54	35	11	17	4	5	4	6	0	12	5
MT	53	27	19	27	4	15	4	11	7	3	1
NL	40	38	34	15	13	4	4	4	2	3	3
AT	53	23	23	8	35	12	3	1	2	6	6
PL	54	22	21	18	9	7	6	4	14	6	4
PT	67	36	24	16	11	2	3	3	1	3	4
RO	66	28	16	22	5	4	5	2	4	4	5
SI	59	25	17	10	4	3	4	2	32	3	2
SK	65	27	16	17	4	4	5	2	5	6	1
FI	53	37	28	16	8	12	3	7	2	2	3
SE	43	30	29	18	12	5	2	11	3	5	6

(%) Base: n=6 759 – Répondants qui ont répondu que: «Je suis d'accord avec des taxes plus élevées si cela signifie des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité»

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Dans tous les groupes sociodémographiques, la plus grande proportion de répondants indiquent qu'ils augmenteraient d'abord les taxes sur le tabac et l'alcool, si des augmentations d'impôts étaient nécessaires pour financer les services publics.

Cependant, il existe certaines différences dans les réponses selon le sexe. Les femmes (52%) sont plus susceptibles que les hommes (45%) de déclarer qu'elles augmenteraient d'abord les taxes sur le tabac et l'alcool, si les taxes devaient être augmentées pour payer les services publics.

Certaines différences sont également observées selon l'âge. Les répondants âgés de 55 ans et plus (38 %) sont plus susceptibles que les plus jeunes (21 % à 33 %) de considérer qu'ils augmenteraient d'abord l'impôt sur le revenu de placement. Les répondants plus jeunes âgés de 15 à 24 ans (21 %), quant à eux, sont plus susceptibles que les plus âgés (12 % à 15 %) de penser que les taxes environnementales devraient être augmentées en premier.

Les préférences pour les augmentations d'impôts varient également dans une certaine mesure selon le niveau d'éducation. Les répondants qui étudient encore (22 %) sont moins susceptibles que ceux qui ont déjà terminé leurs études (32 % à 37 %) d'indiquer qu'ils augmenteraient d'abord l'impôt sur le revenu de placement. Ceux qui étudient encore (22 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont déjà terminé leurs études (10 %-15 %) de mentionner qu'ils augmenteraient d'abord les taxes environnementales.

Une certaine variation est également observée par profession. Les employés (50 %) et ceux qui ne travaillent pas (49 %) sont plus susceptibles que les travailleurs autonomes (39

%) ou les travailleurs manuels (41 %) de déclarer qu'ils augmenteraient d'abord les impôts sur le tabac ou l'alcool.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

1.5. Perceptions de l'équité fiscale

À la question de savoir si les citoyens de leur pays paient des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur patrimoine, un répondant sur cinq (20 %) mentionne que cela se fait «dans une large mesure», tandis qu'environ un répondant sur deux (51 %) indique que cela se fait «dans une certaine mesure». Environ une personne sur quatre (24 %) indique que les citoyens de leur pays ne paient «pas du tout» d'impôts proportionnellement à leur revenu et à leur richesse.

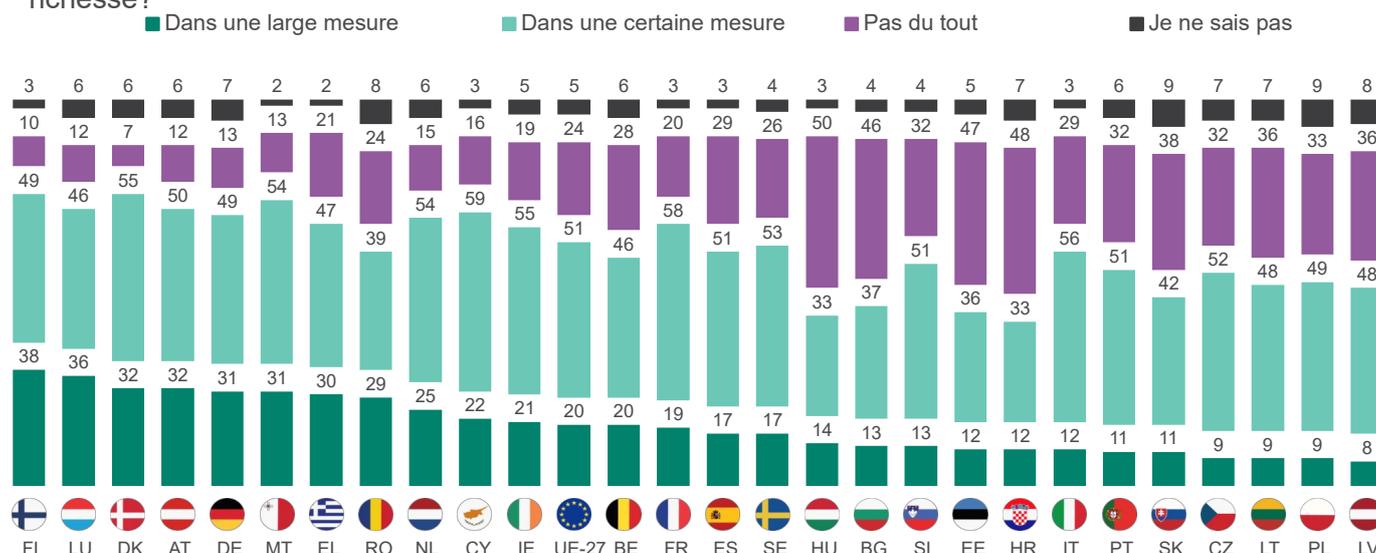
Résultats par pays

Les pourcentages les plus élevés de répondants déclarant que les personnes dans leur pays paient des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur patrimoine «dans une large mesure» se trouvent en Finlande (38 %) et au Luxembourg (36 %), tandis que les pourcentages les plus faibles sont observés en Lettonie (8 %), en Tchéquie, en Lituanie et en Pologne (9 % dans les trois cas).

Dans 12 États membres, plus de la moitié des répondants déclarent que les habitants de leur pays paient des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur patrimoine «dans une certaine mesure»: à savoir à Chypre (59 %), en France (58 %), en Italie (56 %), au Danemark et en Irlande (55 % dans les deux cas), à Malte et aux Pays-Bas (54 % dans les deux cas), en Suède (53 %), en Tchéquie (52 %), en Espagne, au Portugal et en Slovénie (51 % dans les trois cas). En revanche, seule une personne sur trois (33 %) partage ce point de vue en Croatie et en Hongrie.

En Hongrie (50 %), en Croatie (48 %), en Estonie (47 %) et en Bulgarie (46 %), près d'une personne sur deux indique que les citoyens de leur pays ne paient «pas du tout» d'impôts proportionnellement à leur revenu et à leur patrimoine. Moins d'une personne sur dix partage ce point de vue au Danemark (7 %).

Q3 Dans (VOTRE PAYS), les gens paient-ils des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur richesse?



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

L'opinion dominante parmi les répondants, dans tous les groupes sociodémographiques, est que les citoyens de leur pays versent des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur richesse, du moins dans une certaine mesure.

Toutefois, les perceptions de l'équité fiscale varient dans une certaine mesure selon l'âge. Les répondants âgés de 40 à 54 ans (28 %) et de 55 ans et plus (26 %) sont plus susceptibles que les plus jeunes (17 à 22 %) de constater que les habitants de leur pays ne paient «pas du tout» d'impôts proportionnellement à leur revenu et à leur richesse.

Certaines différences sont également observées par profession. Tous les répondants qui travaillent (22 %-23 %) sont plus susceptibles que ceux qui ne travaillent pas (17 %) de mentionner que les habitants de leur pays paient des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur patrimoine «dans une large mesure».

Enfin, les perceptions d'équité fiscale se rapportent à la compréhension autoévaluée du régime fiscal. Ceux qui estiment que leur compréhension du système fiscal de leur pays est bonne ou moyenne (54 % dans les deux cas) sont plus susceptibles que ceux qui l'estiment mauvaise (40 %) de déclarer que les habitants de leur pays paient des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur patrimoine «dans une certaine mesure». En revanche, ceux qui estiment que leur compréhension du système fiscal du pays est mauvaise (33 %) sont plus susceptibles que ceux qui estiment qu'il est moyen (24 %) ou bon (19 %) d'indiquer que les habitants de leur pays ne paient «pas du tout» d'impôts proportionnellement à leur revenu et à leur richesse.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

2. Expériences en matière de déclaration fiscale

Cette section explore la facilité perçue de remplir des déclarations de revenus et les impôts les plus compliqués à calculer et à payer. Il évalue également la pertinence perçue de l'appui à la production de déclarations de revenus et propose des mesures pour améliorer le processus de production de déclarations de revenus.

2.1. Facilité de remplir des déclarations de revenus

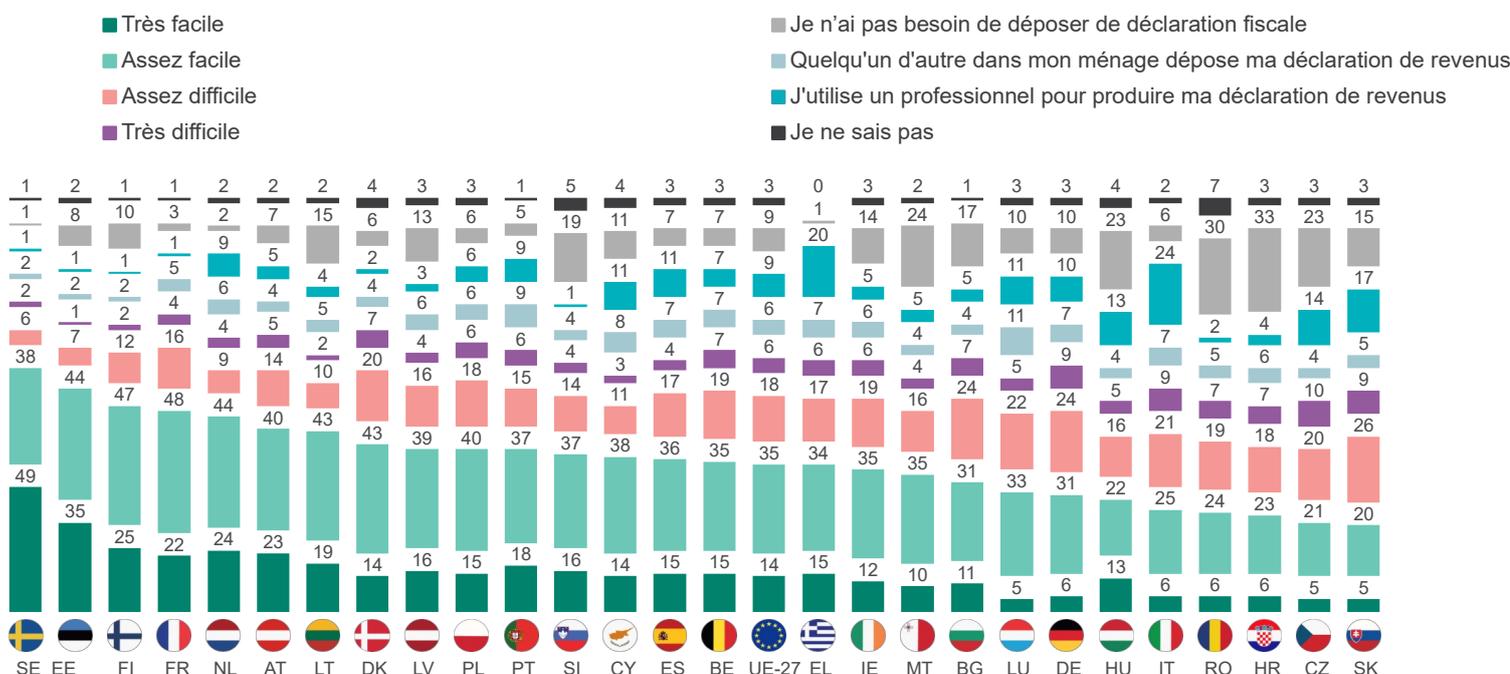
Interrogés sur la facilité ou la difficulté de remplir des déclarations fiscales dans leur pays, près de la moitié (49 %) estiment que cela est facile (14 % «très facile» et 35 % «assez facile»). Environ un répondant sur quatre (24 %) le juge difficile (18 % «assez» et 6 % «très difficile»).

De plus petites parts de pas plus d'un sur dix indiquent qu'ils ont recours à un professionnel pour produire leurs déclarations de revenus (9 %), qu'ils n'ont pas besoin de produire complètement des déclarations de revenus (9 %) ou que quelqu'un d'autre dans leur ménage produit leurs déclarations de revenus (6 %).

Résultats par pays

Dans 14 États membres, plus de la moitié des répondants estiment qu'il est «très» ou «assez facile» de remplir leurs déclarations fiscales. La Suède se distingue comme le pays avec la plus grande proportion de répondants trouvant qu'il est facile de remplir des déclarations fiscales, avec plus de huit sur dix (87%) partageant ce point de vue. En revanche, les personnes interrogées en Slovaquie (25 %), en Tchéquie (26 %), en Croatie (29 %), en Roumanie (30 %) et en Italie (31 %) sont les moins susceptibles d'exprimer cet avis.

T4 Dans quelle mesure est-il facile ou difficile pour vous de remplir votre déclaration de revenus (VOTRE PAYS)?



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Dans tous les États membres, pas plus d'un répondant sur trois estime qu'il est «très» ou «assez» difficile de remplir sa déclaration fiscale. Les parts les plus importantes qui éprouvent des difficultés à remplir leurs déclarations fiscales se trouvent en Slovaquie (35 %) et en Allemagne (33 %), tandis que les parts les plus faibles qui le mentionnent se trouvent en Estonie et en Suède (8 % dans les deux cas).

Dans tous les États membres, une faible proportion de répondants déclarent que quelqu'un d'autre dans leur ménage dépose leur déclaration fiscale. Cette pratique est la moins courante en Estonie, en Finlande et en Suède (tous 2 %) et la plus répandue au Luxembourg (11 %).

Les pourcentages les plus élevés de répondants déclarant avoir recours à un professionnel pour produire leurs déclarations fiscales se trouvent en Italie (24 %), en Grèce (20 %) et en Slovaquie (17 %). En revanche, 1 % des répondants en France, en Finlande, en Suède, en Slovénie et en Estonie partagent cette expérience.

Au moins trois personnes sur dix indiquent qu'elles n'ont pas besoin de produire de déclaration fiscale en Croatie (33 %) et en Roumanie (30 %), alors que ce point de vue est moins courant en Grèce et en Suède (1 % dans les deux cas).

Considérations sociodémographiques

Les données de l'enquête révèlent une tendance constante en ce qui concerne la facilité perçue de remplir des déclarations de revenus: dans la plupart des groupes démographiques, un plus grand nombre de répondants trouvent le processus facile plutôt que difficile. Cependant, il y a une exception notable parmi ceux qui jugent que leur compréhension du système fiscal de leur pays est mauvaise. Au sein de ce groupe, une plus

grande proportion juge difficile de remplir des déclarations de revenus (32 %) comparativement à facile (27 %).

En outre, la facilité perçue de remplir des déclarations de revenus varie dans une certaine mesure selon l'âge. Les répondants âgés de 55 ans et plus (53 %) sont plus susceptibles de trouver facile de remplir leur déclaration de revenus que tous les autres groupes d'âge (31 % à 49 %).

Certaines variations sont également observées selon le niveau d'éducation. Ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (56 %) sont plus susceptibles de trouver facile de remplir leur déclaration de revenus que ceux qui ont terminé leurs études à un plus jeune âge (40 %-46 %) et ceux qui étudient encore (31 %).

En ce qui concerne la profession, les répondants ayant un emploi (54 %) sont plus susceptibles que tous les autres types de profession (44 % à 47 %) de trouver facile de remplir leur déclaration de revenus.

Les répondants vivant dans les grandes villes (53 %) sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales (48 %) ou dans les petites et moyennes villes (46 %) de trouver facile de remplir leur déclaration de revenus.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

2.2. Impôts les plus compliqués à calculer et à payer

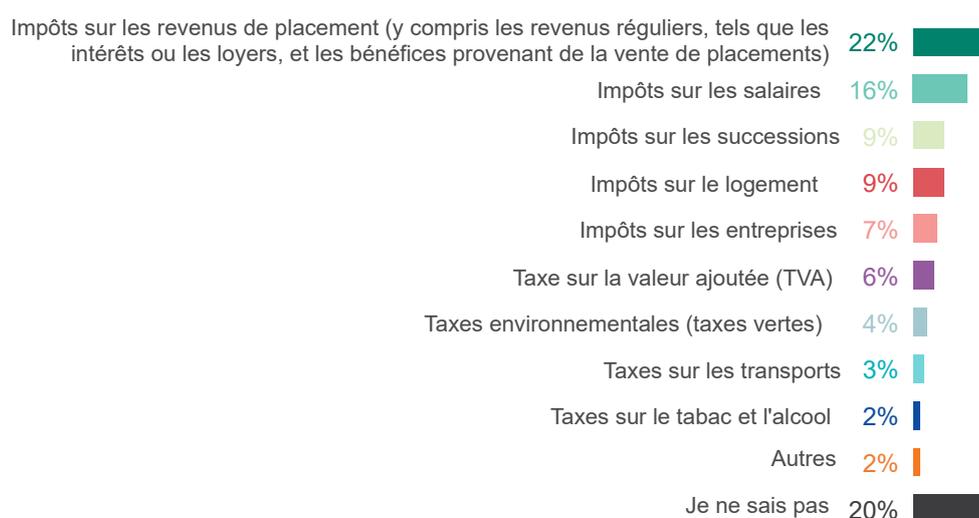
Ceux qui ont déclaré qu'il était «très» ou «assez difficile» de remplir leurs déclarations fiscales ont été interrogés sur les impôts qu'ils trouvaient les plus compliqués à calculer et à payer.

Un peu plus d'un répondant sur cinq (22 %) mentionne l'impôt sur le revenu de placement et environ un répondant sur six (16 %) mentionne l'impôt sur les salaires.

Moins d'un impôt sur dix indique une autre taxe: les taxes sur les successions (9 %), les taxes sur le logement (9 %), les taxes sur les entreprises (7 %), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (6 %), les taxes environnementales (4 %), les taxes sur les transports (3 %) et les taxes sur le tabac et l'alcool (2 %).

Notamment, une personne sur cinq (20 %) déclare ne pas savoir quelle taxe est la plus compliquée à calculer et à payer.

Q5 D'après votre expérience, quelle taxe est la plus compliquée à calculer et à payer?
[Réponse unique]



(EU-27, %) Base: n=5 814 – Répondants qui éprouvent des difficultés à remplir leur déclaration fiscale

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Résultats par pays

Les parts les plus importantes indiquant que les impôts sur les revenus de placement sont les plus difficiles à calculer et à payer se trouvent en Roumanie (41 %), en Estonie (33 %) et en Suède (31 %).

Les impôts sur les salaires sont considérés comme les plus difficiles par trois répondants sur dix (30 %) en Irlande et environ un sur quatre à Chypre, aux Pays-Bas (24 % dans les deux cas), à Malte et en Tchéquie (23 % dans les deux cas).

Dans tous les pays, moins d'un impôt sur cinq indique que tout autre type d'impôt est le plus difficile à calculer et à payer.

Les résultats de cette question ne sont pas discutés plus en détail en raison de la taille plus petite de l'échantillon.

Considérations sociodémographiques

Parmi ceux qui trouvent «très» ou «assez difficile» de remplir leurs déclarations fiscales, l'opinion dominante, quel que soit le groupe sociodémographique, est que les impôts les plus difficiles à calculer et à payer sont les impôts sur les revenus de placement (y compris les revenus réguliers, tels que les intérêts ou les loyers, et les bénéfices provenant de la vente d'investissements).

Cependant, des variations peuvent être observées selon l'âge. Les répondants âgés de 25 à 39 ans (21 %) sont plus susceptibles que tout autre groupe d'âge (14 à 15 %) de mentionner qu'ils trouvent que les impôts sur les salaires sont les plus compliqués à calculer et à payer. En revanche, les personnes âgées de 55 ans et plus (24 %) sont plus susceptibles que les jeunes répondants âgés de 15 à 24 ans (18 %) et de 25 à 39 ans (13 %) de déclarer ne pas savoir quelle taxe est la plus compliquée à calculer et à payer.

En termes de profession, comme on peut s'y attendre, ceux qui ne travaillent pas (24 %) sont plus susceptibles que tous les autres groupes professionnels (13 %-18 %) de ne pas savoir quels impôts sont les plus compliqués à calculer et à payer.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

2.3. Adéquation de l'aide à la déclaration d'impôt

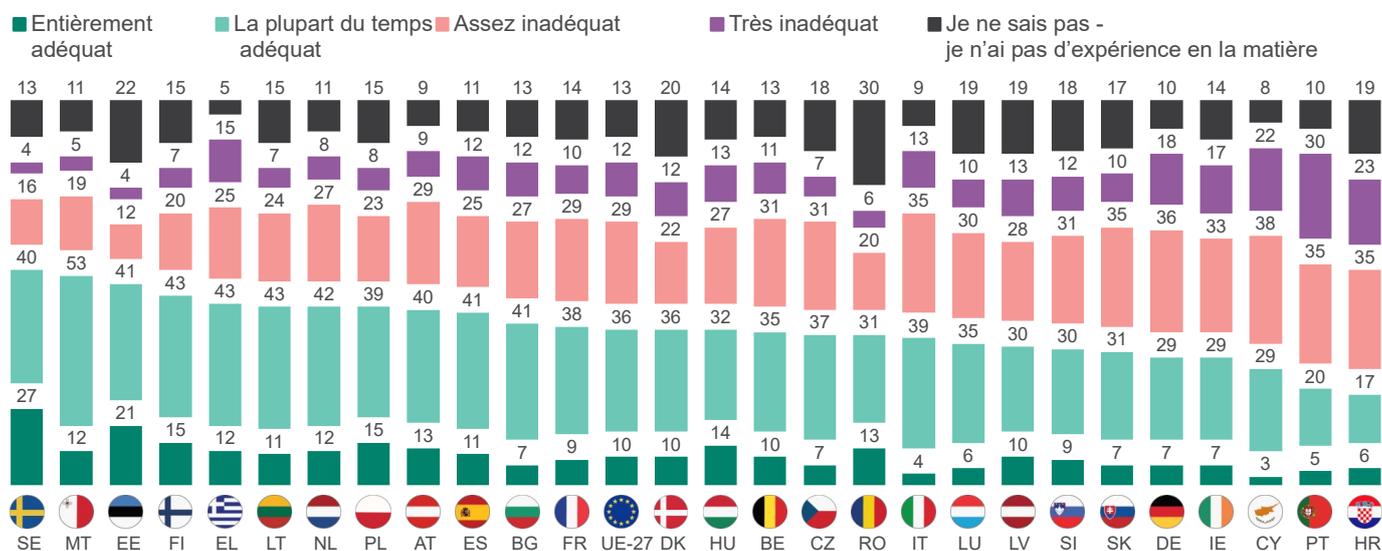
Interrogés sur l'adéquation de l'aide reçue dans leur pays pour le dépôt des déclarations fiscales, les répondants sont presque également répartis entre ceux qui la jugent adéquate (46 %, 10 % la jugeant «entièrement adéquate» et 36 % «essentiellement adéquate») et ceux qui la jugent inadéquate (41 %, 29 % la jugeant «assez inadéquate» et 12 % «très inadéquate»). Un peu plus d'une personne sur dix (13 %) ne le sait pas, car elle n'a aucune expérience de la production de déclarations de revenus.

En revanche, plus de la moitié des répondants dans quatre États membres estiment que le soutien reçu pour le dépôt de leurs déclarations fiscales dans leur pays est insuffisant: Portugal (65 %), Chypre (60 %), Croatie (58 %) et Allemagne (54 %).

Résultats par pays

L'analyse par pays souligne que, dans dix États membres, plus de la moitié des répondants estiment que le soutien reçu pour la déclaration fiscale est adéquat. À l'extrémité supérieure de l'échelle, plus de six répondants sur dix partagent ce point de vue en Suède (67 %), à Malte (65 %) et en Estonie (62 %).

Q6 Dans quelle mesure pensez-vous que les contribuables de (VOTRE PAYS) reçoivent un soutien adéquat pour produire leurs déclarations de revenus?



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Les hommes (48%) sont plus susceptibles que les femmes (43%) de trouver le soutien reçu pour la déclaration de revenus dans leur pays adéquat.

En ce qui concerne les différences d'âge, les répondants âgés de 55 ans et plus (51 %) sont plus susceptibles que les groupes d'âge plus jeunes (35 % à 44 %) de trouver ce soutien adéquat.

Certaines variations sont également observées selon le niveau d'éducation. Ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (49 %) sont plus susceptibles que ceux qui étudient encore (36 %) de trouver ce soutien adéquat.

Comme on peut s'y attendre, la perception d'un soutien adéquat à la production de déclarations de revenus est également liée à la compréhension autoévaluée du régime fiscal. Ceux qui estiment que leur compréhension du système fiscal de leur pays est bonne (58 %) sont plus susceptibles que ceux qui l'estiment moyenne (44 %) ou mauvaise (29 %) de trouver un soutien adéquat à la déclaration fiscale dans leur pays.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

2.4. Mesures visant à améliorer le processus de déclaration de revenus

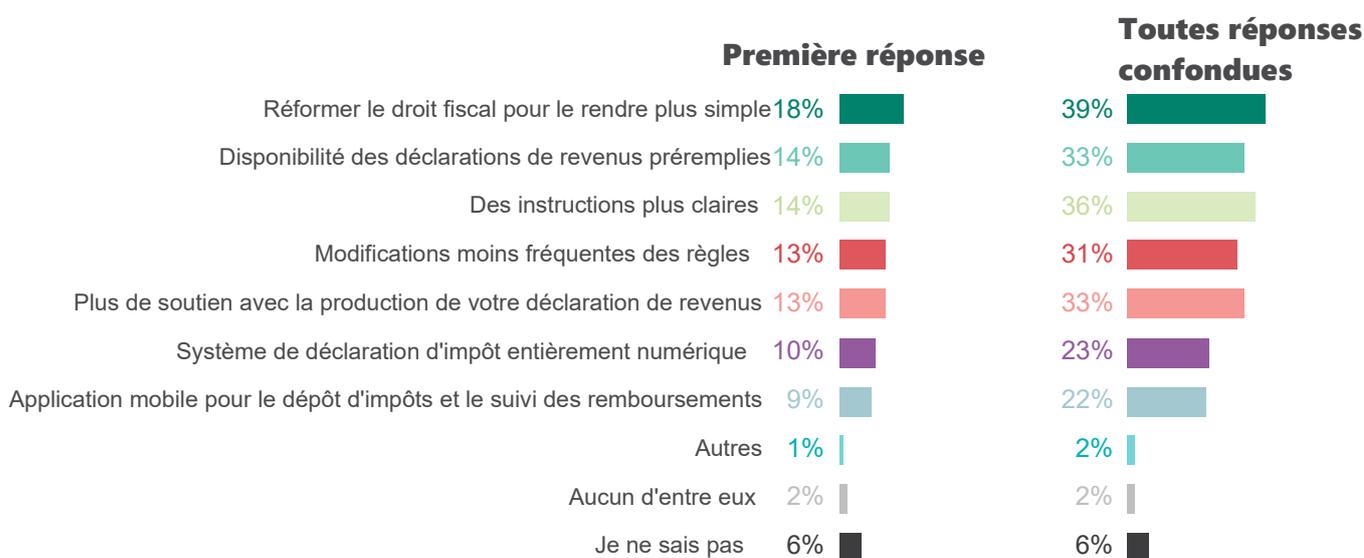
On a demandé aux répondants d'indiquer quelles mesures seraient les plus utiles pour aider les contribuables à produire leur déclaration de revenus. Sept mesures leur ont été présentées. Les répondants ont d'abord été invités à indiquer la mesure qu'ils jugeaient la plus utile, puis à se demander si d'autres mesures seraient utiles. L'analyse présentée dans cette section se concentre sur toutes les réponses combinées.

La réforme du droit fiscal pour le rendre plus facile est la mesure la plus citée, environ quatre répondants sur dix (39%) l'identifiant comme l'une des mesures les plus utiles pour aider les gens à produire leurs déclarations de revenus. Elle est suivie d'instructions plus claires, sélectionnées par 36 % des répondants. Un tiers des répondants (33 % dans les deux cas) considèrent qu'un soutien accru en matière de production de déclarations de revenus et la disponibilité de déclarations de revenus

préremplies sont des mesures utiles pour améliorer le processus de production de déclarations de revenus. Environ trois répondants sur dix (31 %) mentionnent des changements moins fréquents dans les règles.

Les systèmes de déclaration d'impôt entièrement numériques (23 %) et les applications mobiles pour la déclaration d'impôt et le suivi des remboursements (22 %) sont chacun mentionnés par moins d'un répondant sur quatre.

Q7a/b Selon vous, quelle mesure serait la plus utile pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus?
De la même liste, y a-t-il d'autres mesures qui seraient utiles pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus?



(EU-27, %) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Résultats par pays

Les pourcentages les plus élevés de répondants indiquant que les réformes du droit fiscal constituent une mesure utile pour aider les personnes à produire leurs déclarations fiscales se trouvent en Allemagne (53 %), en Pologne (44 %) et en Grèce (43 %). En revanche, cette opinion est partagée par un répondant sur cinq (20 %) en Estonie.

Des instructions plus claires sont considérées comme les plus utiles par une proportion de répondants allant de 27 % en Grèce et en Lituanie à 44 % en Irlande et en Espagne, et 46 % au Portugal et en Finlande.

Plus de quatre répondants sur dix en Espagne (45 %), à Chypre, en Irlande et au Portugal (42 % dans les trois cas) estiment qu'il serait utile de soutenir davantage le dépôt de leurs déclarations fiscales. En revanche, 14 % des personnes interrogées en Estonie font état de cette mesure.

En Lituanie, un répondant sur deux (50 %) souligne que la disponibilité de déclarations fiscales préremplies est une mesure utile pour améliorer le processus de déclaration fiscale. Les proportions les plus faibles indiquant qu'il s'agit d'une mesure utile se trouvent au Danemark (21 %).

Les modifications moins fréquentes des règles sont mentionnées dans une proportion allant de 13 % en Suède à 42 % en Estonie.

Les proportions les plus élevées de répondants considérant un système de déclaration de revenus entièrement numérique comme une mesure utile pour améliorer le processus de déclaration de revenus sont observées en Croatie (38 %) et à Malte (35 %), tandis que la plus faible est observée en France (15 %).

Environ quatre personnes interrogées sur dix (39%) à Malte considèrent qu'une application

mobile pour la déclaration de revenus et le suivi des remboursements est utile pour améliorer le processus de déclaration de revenus, tandis qu'environ une personne sur sept (15%) mentionne cette mesure en France.

Q7a/b Selon vous, quelle mesure serait la plus utile pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus? De la même liste, y a-t-il d'autres mesures qui seraient utiles pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus? [Réponses de MULTIPLE]

	Réformer le droit fiscal pour le rendre plus simple	Disponibilité des déclarations de revenus préremplies	Des instructions plus claires	Modifications moins fréquentes des règles	Plus de soutien avec la production de votre déclaration de revenus	Système de déclaration d'impôt entièrement numérique	Application mobile pour le dépôt d'impôts et le suivi des remboursements	Autres	Aucun d'entre eux	Je ne sais pas
UE-27	39	33	36	31	33	23	22	2	2	6
BE	37	39	34	37	33	18	18	2	2	5
BG	34	34	39	22	35	28	33	2	1	2
CZ	32	41	30	32	22	32	23	1	1	8
DK	37	21	34	24	30	25	17	2	2	14
DE	53	32	28	33	33	25	20	2	1	5
EE	20	46	28	42	14	23	17	1	3	8
IE	28	28	44	16	42	23	34	1	2	7
EL	43	36	27	35	35	35	32	1	0	2
ES	32	26	44	25	45	21	27	2	1	5
FR	38	37	40	33	30	15	15	1	3	5
HR	28	33	40	23	33	38	35	0	0	4
IT	38	36	38	35	40	24	17	1	1	4
CY	40	33	35	20	42	26	32	1	1	4
LV	34	29	35	28	24	23	23	2	2	7
LT	23	50	27	28	27	20	30	1	1	6
LU	27	41	41	18	36	27	27	2	2	4
HU	35	36	33	34	23	25	26	2	1	8
MT	30	29	36	14	41	35	39	1	1	3
NL	37	34	34	32	32	17	18	2	2	7
AT	33	35	34	32	34	17	21	3	3	6
PL	44	28	36	37	22	23	25	1	2	5
PT	32	37	46	33	42	18	17	2	1	3
RO	32	23	37	22	26	29	30	1	1	12
SI	24	36	33	38	23	25	25	2	3	7
SK	35	35	31	38	20	28	30	1	0	7
FI	34	37	46	15	30	22	25	2	1	7
SE	24	25	37	13	31	21	23	2	6	13

Note : (dans le document original) Plus la proportion de répondants sélectionnant une réponse est élevée, plus la cellule est verte foncée. La réponse la mieux classée pour chaque pays est affichée en caractères vert foncé et blanc.

(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de considérer les réformes du droit fiscal (43 % contre 36 %) et les systèmes de déclaration de revenus entièrement numériques (26 % contre 19 %) comme des mesures utiles pour améliorer le processus de déclaration de revenus. À leur tour, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de considérer qu'un soutien accru dans la production de leurs déclarations de revenus (35 % contre 30 %) est une mesure utile.

Une certaine variation est également observée selon l'âge. Les répondants âgés de 55 ans et plus sont plus susceptibles que les groupes d'âge plus jeunes de considérer les mesures suivantes comme utiles pour améliorer le processus de déclaration de revenus: réformes du droit fiscal, disponibilité de déclarations fiscales préremplies et modifications moins fréquentes des règles. En revanche, les jeunes répondants âgés de 15 à 24 ans et de 25 à 39 ans sont plus susceptibles que ceux âgés de 55 ans et plus d'indiquer que des instructions plus claires, des systèmes de déclaration de revenus entièrement numériques et des applications mobiles pour la déclaration de revenus et le suivi des remboursements sont des mesures utiles.

En ce qui concerne l'éducation, les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans et plus (42 %) sont plus susceptibles que tous les autres groupes (28 % à 39 %) de considérer

les réformes du droit fiscal comme une mesure utile pour améliorer le processus de déclaration de revenus. Ceux qui étudient encore (35 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont terminé leurs études (17 %-21 %) de considérer les applications mobiles pour la déclaration de revenus et le suivi des remboursements, ainsi que les systèmes de déclaration de revenus entièrement numériques (28 % contre 21 %-23 %), comme des mesures utiles.

En ce qui concerne la profession, les travailleurs indépendants interrogés (47 %) sont plus susceptibles que tous les autres groupes professionnels (31 % à 39 %) de considérer les réformes du droit fiscal comme une mesure utile; elles (35 %) sont également plus susceptibles que les salariés (30 %) et les travailleurs manuels (27 %) de considérer comme utiles des modifications moins fréquentes des règles.

Les mesures privilégiées pour améliorer le processus de déclaration d'impôt sont également quelque peu liées au revenu. Les répondants du quintile de revenu le plus élevé (c.-à-d. les 20 % les mieux rémunérés) sont plus susceptibles que ceux de tous les autres quintiles de revenu d'indiquer que les systèmes de déclaration de revenus entièrement numériques (28 % vs 21 %-24 %) et les applications mobiles pour la déclaration de revenus et le suivi des remboursements (26 % vs 19 %-22 %) sont des mesures utiles.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

3. Attitudes à l'égard de politiques fiscales spécifiques

Cette section examine les opinions publiques sur la taxation des plus riches et des grandes entreprises, ainsi que les taxes environnementales et les taxes sur le transport aérien, y compris le soutien et les cibles privilégiées de ces taxes.

3.1. Impôt sur la fortune pour les personnes les plus riches

Près des deux tiers (65 %) des répondants sont en faveur de l'introduction d'un impôt pour les particuliers les plus riches (plus de 0,001 %) afin de s'assurer qu'ils paient un niveau minimum d'impôts.

Environ un quart (24%) ne sont pas favorables à l'imposition des plus riches, car elle présente trop d'inconvénients (par exemple en termes de

compétitivité, d'investissement, de fuite des capitaux).

Environ un sur dix (11%) ne sait pas.

Résultats par pays

Plus de la moitié des personnes interrogées dans la quasi-totalité des États membres (24 sur 27) sont favorables à l'introduction d'un impôt pour les personnes les plus riches, le soutien culminant en Hongrie (78 %), en Croatie et en Bulgarie (71 % dans les deux cas), en Grèce et en Italie (70 % dans les deux cas). En revanche, entre quatre et cinq répondants sur dix sont favorables à l'introduction de cette taxe en Tchéquie (45 %), au Danemark (46 %) et en Pologne (49 %).

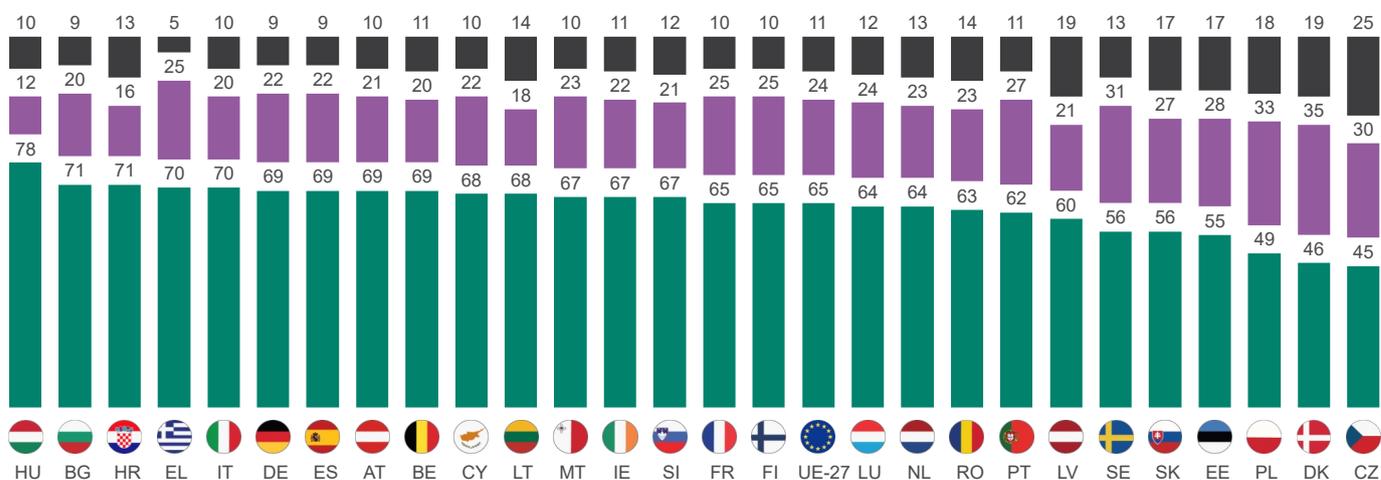
Au Danemark (35%) et en Pologne (33%), environ un tiers des répondants ne sont pas

Q8 Certains soutiennent que les personnes les plus riches (c'est-à-dire les 0,001 % les plus riches) devraient payer un niveau minimum d'impôt en fonction d'un pourcentage de leur richesse totale, et pas seulement de leur revenu.

D'autres soutiennent que cela pourrait nuire à l'économie en décourageant les investissements ou en poussant les riches à quitter le pays.

Quelle est votre opinion sur un niveau minimum d'impôt basé sur la richesse appliqué aux individus les plus riches (top 0.001%) dans (VOTRE PAYS)?

- Je soutiens l'introduction d'un impôt pour les personnes les plus riches (plus de 0,001%) afin de s'assurer qu'elles paient un niveau minimum
- Je ne suis pas favorable à l'imposition des plus riches, car elle présente trop d'inconvénients (par exemple en termes de compétitivité, d'investissement, de capital, etc.).
- Je ne sais pas



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

favorables à l'imposition des plus riches, car elle présente trop d'inconvénients.

La proportion de «ne sait pas» est d'environ un sur quatre en Tchéquie (25 %) et se rapproche d'un sur cinq en Lettonie (19 %), au Danemark (19 %) et en Pologne (18 %).

Considérations sociodémographiques

Plus de la moitié des répondants de tous les groupes socio-démographiques sont favorables à l'introduction d'un impôt pour les personnes les plus riches (plus de 0,001 %) afin de s'assurer qu'elles paient un niveau minimum d'impôts. Malgré ce consensus général, le degré de soutien varie dans une certaine mesure selon les segments socio-démographiques.

Les hommes (27%) sont plus susceptibles que les femmes (21%) de mentionner qu'ils n'appuient pas l'imposition des plus riches, car elle présente trop d'inconvénients.

Les résultats par groupe d'âge montrent que les répondants âgés de 40 à 54 ans et de 55 ans et plus (67 % dans les deux cas) sont plus susceptibles que les groupes plus jeunes (58 % à 63 %) d'appuyer l'introduction d'un impôt pour les personnes les plus riches (plus de 0,001 %). En revanche, les jeunes répondants âgés de 15 à 24 ans (30 %) et de 25 à 39 ans (28 %) sont plus susceptibles que les groupes plus âgés (21 %) de ne pas soutenir l'imposition des plus riches, car elle présente trop d'inconvénients.

En ce qui concerne l'éducation, les répondants qui étudient encore (29 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont déjà terminé leurs études (21 %-25 %) de ne pas soutenir l'imposition des plus riches.

En ce qui concerne la profession, les travailleurs autonomes interrogés (34 %) sont plus susceptibles que toutes les autres catégories de professions (20 %-26 %)

d'indiquer qu'ils n'appuient pas l'imposition des plus riches. À leur tour, les personnes qui ne travaillent pas (67 %) et les répondants qui travaillent (65 %) sont plus susceptibles que les répondants qui travaillent à leur compte (59 %) de mentionner qu'ils appuient l'introduction d'un impôt pour les personnes les plus riches.

Les répondants du quintile de revenu le plus élevé (c.-à-d. les 20 % les plus riches) sont plus susceptibles (29 %) que ceux des autres quintiles de revenu (20 %-23 %) de mentionner qu'ils n'appuient pas l'imposition des plus riches, car cela présente trop d'inconvénients.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

3.2. Impôt minimum pour les entreprises multinationales

Les répondants ont reçu des informations selon lesquelles «certaines font valoir que les très grandes entreprises multinationales ne paient pas suffisamment d'impôts, car elles utilisent des règles fiscales avantageuses dans différents pays pour réduire le montant des impôts qu'elles doivent payer. Toutefois, d'autres craignent que l'augmentation de la fiscalité de ces entreprises ne les amène à délocaliser leurs activités à l'étranger, ce qui nuirait à l'économie.»

Interrogés sur leur accord avec l'affirmation selon laquelle les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités, 80 % des répondants sont d'accord avec cette affirmation (44 % sont «fortement d'accord» et 36 % sont «un peu d'accord»).

Environ une entreprise multinationale sur dix (11 %) n'est pas d'accord avec le fait que les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités (2 % sont «fortement en désaccord» et 9 % «un peu en désaccord»).

Résultats par pays

Les majorités dans tous les États membres sont «un peu» ou «fortement d'accord» sur le fait que les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimal d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités. En particulier, plus de la moitié des répondants en Autriche (54 %) et en Croatie (51 %) «sont tout à fait d'accord» avec ce point de vue.

Le désaccord avec ce point de vue est le plus élevé en Hongrie (23 %) et en Slovaquie (21 %), et le plus faible en Autriche (7 %) et en France (8 %).

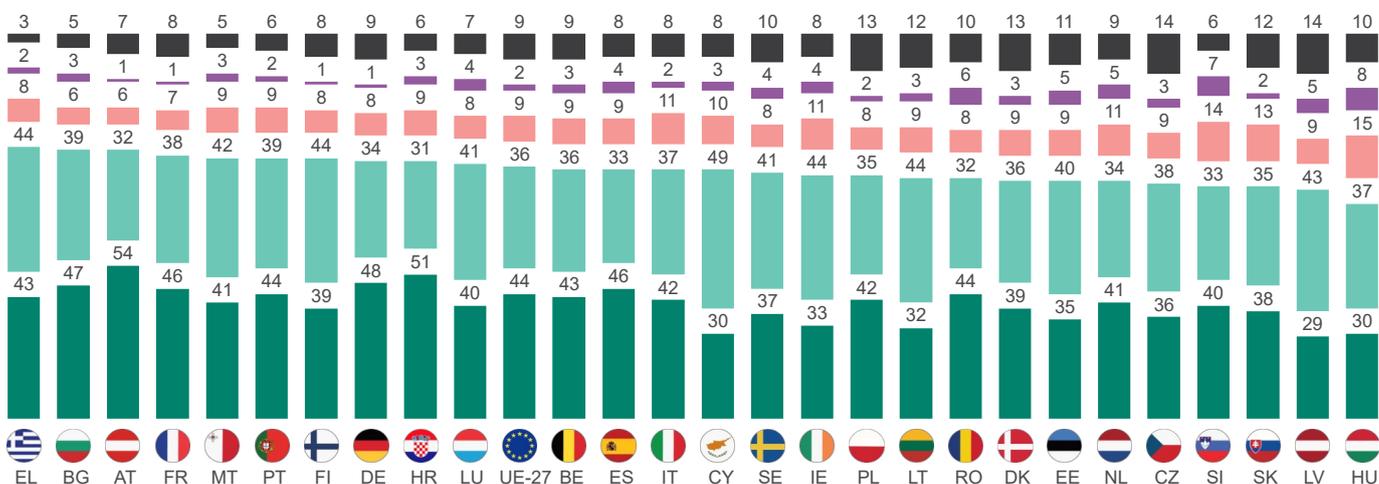
Q9

Certains soutiennent que les très grandes entreprises multinationales ne paient pas assez d'impôts, car elles utilisent des règles fiscales avantageuses dans différents pays pour réduire le montant des impôts qu'elles doivent payer.

Cependant, d'autres craignent que l'augmentation de la fiscalité sur ces entreprises pourrait les amener à déplacer leurs opérations à l'étranger, nuisant à l'économie.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord pour dire que les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités?

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Un peu en désaccord ■ Pas du tout d'accord ■ Je ne sais pas



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Les majorités de tous les groupes sociodémographiques conviennent que les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités. Toutefois, l'intensité de cet accord varie légèrement d'une catégorie sociodémographique à l'autre.

Les hommes (83 %) sont un peu plus susceptibles que les femmes (77 %) d'être d'accord avec le point de vue selon lequel les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités.

Les répondants âgés de 55 ans et plus (84 %) sont plus susceptibles que les groupes d'âge plus jeunes (70 % à 80 %) de convenir que les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités.

Certaines variations sont également observées selon le niveau d'éducation. Ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (83 %) sont plus susceptibles que ceux qui ont terminé leurs études à un plus jeune âge (77 %-80 %) ou ceux qui étudient encore (72 %) d'être d'accord avec ce point de vue.

En ce qui concerne la profession, les travailleurs indépendants interrogés, les salariés et ceux qui ne travaillent pas (tous de 80 % à 81 %) sont plus susceptibles que les travailleurs manuels (74 %) de convenir que les grandes entreprises multinationales devraient être tenues de payer un montant minimal d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

3.3. Soutien aux taxes environnementales

Les répondants ont également été interrogés sur leur opinion concernant l'utilisation de taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (par exemple, les bouteilles en plastique) et de sources d'énergie polluantes.

Environ six répondants sur dix (59 %) sont favorables à l'utilisation de taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement et de sources d'énergie polluantes. En revanche, plus d'une personne sur quatre (27 %) ne soutient pas de telles taxes. Environ un répondant sur sept (14 %) ne sait pas s'il est d'accord ou non.

l'environnement et de sources d'énergie polluantes. Le soutien est le plus élevé au Portugal (72 %), à Malte et en Bulgarie (71 % dans les deux cas), en Roumanie (70 %) et en Italie (68 %).

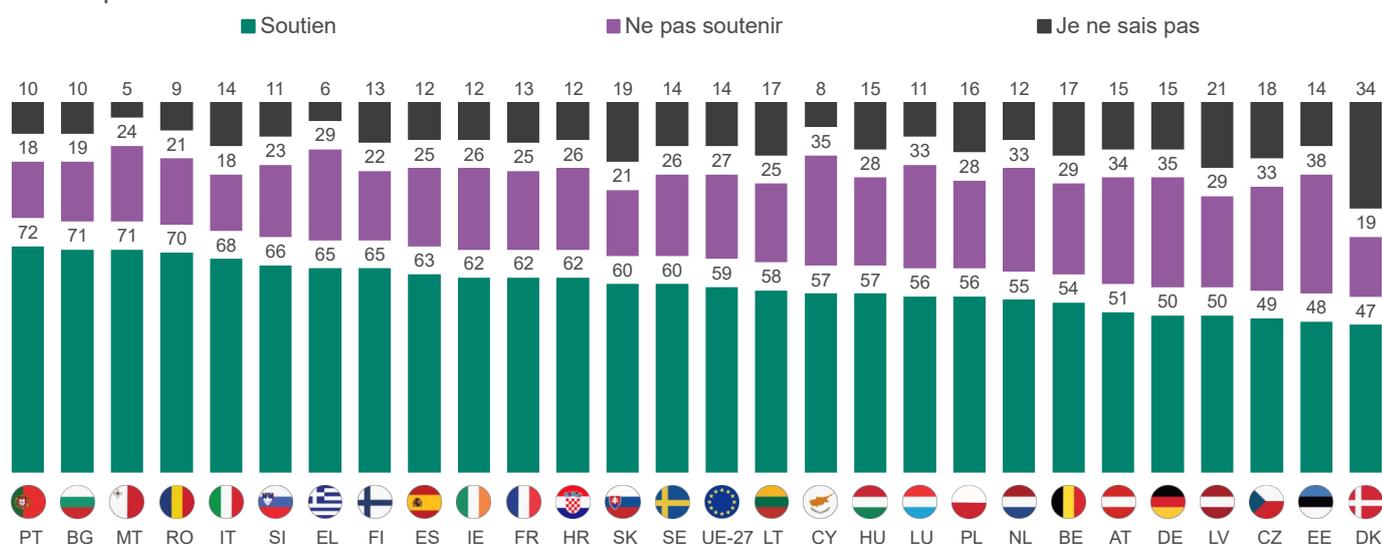
En revanche, la part ne soutenant pas les taxes environnementales est la plus élevée en Estonie (38 %), en Allemagne et à Chypre (35 % dans les deux cas), en Autriche (34 %), au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Tchéquie (33 % dans les trois cas).

Notamment, environ un tiers des répondants au Danemark (34%) ne savent pas s'ils sont favorables ou non.

Résultats par pays

Plus de la moitié des répondants dans 22 des 27 États membres soutiennent l'idée d'utiliser les taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour

Q10 Que pensez-vous de l'utilisation des taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (par exemple, les bouteilles en plastique) et de sources d'énergie polluantes?



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Dans tous les groupes sociodémographiques, il existe un soutien majoritaire en faveur de l'utilisation de taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (par exemple, les bouteilles en plastique) et de sources d'énergie polluantes, bien que le niveau d'approbation varie quelque peu.

Les hommes (29 %) sont un peu plus susceptibles que les femmes (24 %) de ne pas soutenir l'utilisation des taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (par exemple, les bouteilles en plastique) et de sources d'énergie polluantes. Les femmes sont plus susceptibles de ne pas savoir si elles le soutiennent ou non (17 % contre 11 %).

Le soutien aux taxes environnementales est plus élevé chez les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (63 %) et ceux qui étudient encore (67 %) que chez ceux qui ont terminé leurs études à un plus jeune âge (55 % à 56 %).

Les répondants indépendants (64 %) sont légèrement plus susceptibles que les autres groupes professionnels (58 % à 60 %) d'appuyer les taxes environnementales.

Les répondants vivant dans les grandes villes (62 %) sont également légèrement plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales (57 %) de soutenir les taxes environnementales.

Le soutien aux taxes environnementales est également lié au revenu. Les répondants du quintile de revenu le plus élevé (c.-à-d. les 20 % les mieux rémunérés) sont plus susceptibles (66 %) que ceux des quintiles à faible revenu (55 % à 62 %) d'appuyer l'utilisation des taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour

l'environnement et de sources d'énergie polluantes.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

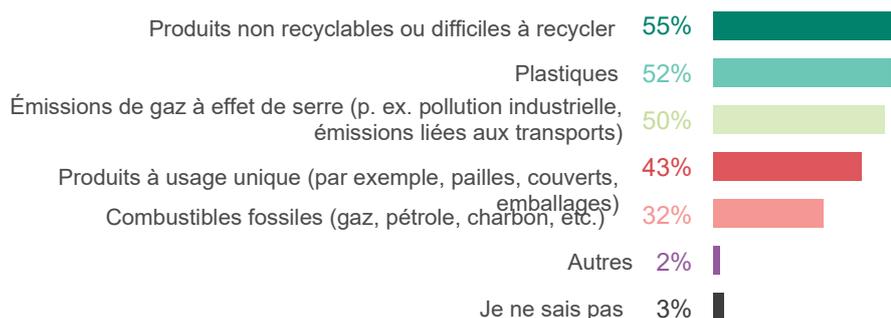
Objectifs privilégiés en matière de fiscalité environnementale

Les répondants qui se sont déclarés favorables aux taxes environnementales ont ensuite été interrogés sur les types de biens nocifs pour l'environnement qui, à leur avis, devraient être taxés davantage.

Plus de la moitié de ces répondants (55 %) pensent que les produits non recyclables ou difficiles à recycler devraient être taxés davantage. Des proportions un peu plus faibles mentionnent les plastiques (52 %) et les émissions de gaz à effet de serre (50 %).

Plus de quatre personnes sur dix (43 %) qui soutiennent les taxes environnementales pensent que les produits à usage unique, tels que les pailles, les couverts et les emballages, devraient être taxés davantage et environ une personne sur trois (32 %) mentionne plus de taxes pour les combustibles fossiles, tels que le gaz, le pétrole ou le charbon.

Q11 Selon vous, quels produits nocifs pour l'environnement devraient être taxés davantage? [Réponses de MULTIPLE]



(UE27,%) Base:n=15 312 – Répondants favorables à l'utilisation de taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (bouteilles en plastique, par exemple) et de sources d'énergie polluantes

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Résultats par pays

Dans tous les États membres sauf deux (Grèce et Chypre), plus de la moitié de ceux qui soutiennent les taxes environnementales pensent que les produits non recyclables ou difficiles à recycler devraient être davantage taxés. Les proportions les plus élevées de soutien à ce point de vue se trouvent au Luxembourg (65 %) et en Estonie (64 %), tandis que le soutien est le plus faible en Grèce (49 %) et à Chypre (44 %).

Dans huit États membres, plus de la moitié des répondants favorables aux taxes environnementales préfèrent taxer les plastiques: Espagne (58 %), Allemagne et France (57 % dans les deux cas), Bulgarie (55 %), Portugal (54 %), Luxembourg (53 %), Pologne et Italie (51 % dans les deux cas). En revanche, environ une personne sur quatre (26 %) à Chypre soutient la taxation des plastiques.

Dans dix États membres, la majorité est favorable à ce que les émissions de gaz à effet de serre (par exemple, pollution industrielle, transports) soient davantage taxées: Chypre (60 %), l'Espagne (58 %), les Pays-Bas (57 %), le Portugal (55 %), la Suède (54 %), la France et la Hongrie (53 % dans les deux cas), la Grèce (52 %), l'Italie et la Roumanie (51 % dans les deux cas). Le soutien à la taxation des émissions de gaz à effet de serre est le plus faible en Lettonie (27 %) et en Estonie (28 %).

Plus de la moitié des répondants au Luxembourg (59 %), en Allemagne (56 %) et à Malte (54 %) sont favorables à l'idée de taxer davantage les produits à usage unique. À Chypre, en revanche, une personne sur cinq (20 %) soutient ce point de vue.

Si le soutien à la taxation d'un plus grand nombre de combustibles fossiles n'atteint la majorité dans aucun État membre, il est le plus élevé en Suède (43 %), en Espagne, au

Danemark et en Finlande (39 % dans les trois pays).

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q11 Selon vous, quels produits nocifs pour l'environnement devraient être taxés davantage? [Réponses de MULTIPLE]

	Produits non recyclables ou difficiles à recycler	Plastiques	Émissions de gaz à effet de serre (p. ex. pollution industrielle, émissions liées aux transports)	Produits à usage unique (par exemple, pailles, couverts, emballages)	Combustibles fossiles (gaz, pétrole, charbon, etc.)	Autres	Je ne sais pas
UE-27	55	52	50	43	32	2	3
BE	54	46	48	49	27	2	4
BG	62	55	45	35	19	1	2
CZ	57	41	38	33	15	4	5
DK	58	39	46	34	39	3	8
DE	53	57	47	56	35	2	4
EE	64	45	28	37	17	1	3
IE	51	48	46	49	33	1	3
EL	49	37	52	29	26	1	1
ES	54	58	58	44	39	1	3
FR	55	57	53	44	34	2	4
HR	60	50	45	31	20	1	2
IT	55	51	51	42	34	1	2
CY	44	26	60	20	24	1	5
LV	63	36	27	27	13	2	4
LT	60	34	40	30	14	1	3
LU	65	53	40	59	24	4	0
HU	52	44	53	40	20	1	3
MT	52	40	48	54	26	2	2
NL	60	43	57	49	38	2	4
AT	55	47	49	44	36	1	4
PL	61	51	45	42	25	3	3
PT	51	54	55	43	30	1	2
RO	54	44	51	27	22	2	3
SI	62	46	35	31	15	2	2
SK	53	39	33	35	18	2	4
FI	63	44	44	45	39	3	4
SE	59	42	54	42	43	3	3

(%) Base: n=15 312 – Répondants favorables à l'utilisation de taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (bouteilles en plastique, par exemple) et de sources d'énergie polluantes

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Les objectifs privilégiés en matière de fiscalité environnementale varient quelque peu selon l'âge. Les répondants âgés de 55 ans et plus sont plus susceptibles que les groupes plus jeunes d'appuyer l'opinion selon laquelle davantage de taxes devraient être imposées sur les produits non recyclables ou difficiles à recycler (62 % vs 44 % à 56 % des autres groupes d'âge) et les plastiques (59 % vs 41 % à 51 %). Ils sont également plus susceptibles que les répondants âgés de 15 à 24 ans (45 % contre 39 %) d'appuyer l'opinion selon laquelle les produits à usage unique devraient être taxés davantage. En revanche, les personnes âgées de 55 ans et plus sont moins susceptibles que les groupes plus jeunes d'être favorables à une hausse des taxes sur les combustibles fossiles (28 % contre 34 % à 37 % des autres groupes d'âge).

Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans et plus sont plus susceptibles d'appuyer la taxation de la plupart des types de biens nocifs pour l'environnement. Par exemple, 47 % d'entre eux sont favorables à l'imposition d'un plus grand nombre de produits à usage unique, comparativement à 35 % de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins.

En ce qui concerne la profession, les employés (46 %) sont plus susceptibles que les travailleurs manuels (39 %) ou ceux qui ne travaillent pas (42 %) d'appuyer l'imposition d'un plus grand nombre de produits à usage unique. Ils sont également plus susceptibles (35 %) que ces groupes (29 %-30 %) d'appuyer la taxation d'un plus grand nombre de combustibles fossiles.

Les répondants vivant dans les grandes villes ou les villes (36 %) sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales (28 %) ou dans les petites et moyennes villes (31 %) de soutenir la taxation d'un plus grand nombre de

combustibles fossiles. Ils sont également plus susceptibles que ceux qui vivent dans les zones rurales d'appuyer la taxation de plus d'émissions de gaz à effet de serre (53 % contre 45 %).

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

3.4. Taxation du transport aérien

Les répondants ont également été interrogés sur leur avis concernant la taxation des voyages aériens au même taux que les autres modes de transport, étant donné que les voyages aériens sont actuellement moins taxés que les voyages en voiture ou en train (en raison des exonérations de la taxe sur les carburants et du traitement de la TVA).

Un peu plus de la moitié (53 %) des répondants sont en faveur d'une taxation du transport aérien, tandis qu'environ trois répondants sur dix (31 %) ne sont pas en faveur d'une telle taxation. Près d'un sur six (16%) ne sait pas s'il soutient ou non cela.

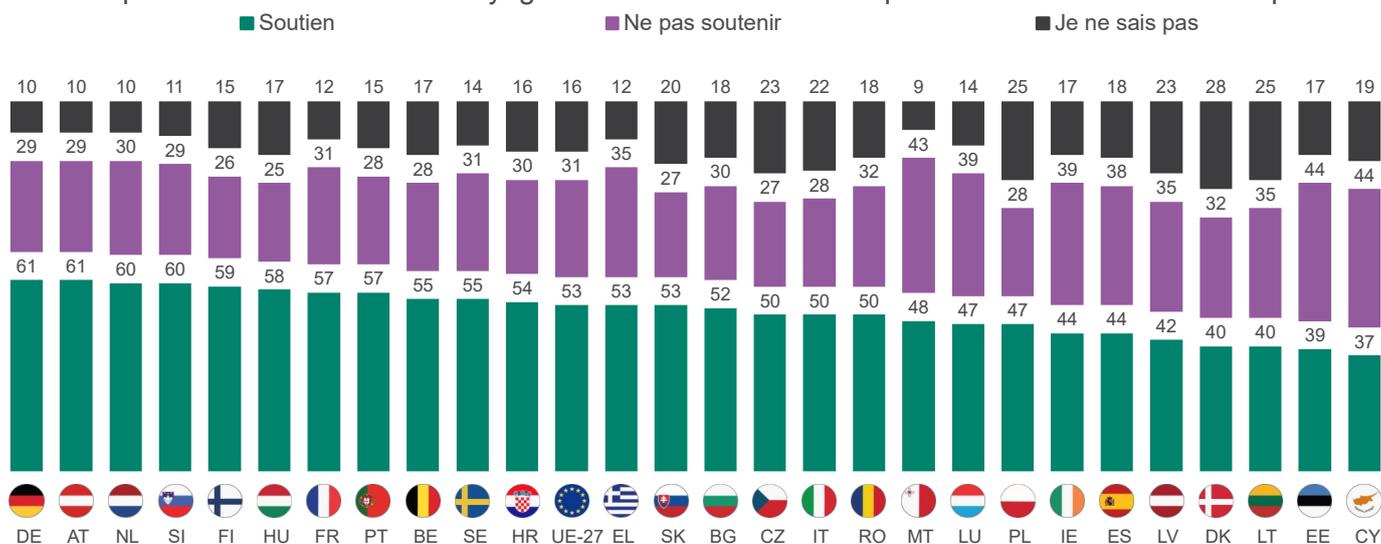
dix (37 %) favorables. À Chypre, 44 % des personnes interrogées ont répondu qu'elles ne soutenaient pas la taxation du transport aérien. Le manque de soutien est également élevé en Estonie (44 %) et à Malte (43 %).

C'est au Danemark (28 %), en Lituanie et en Pologne (25 % dans les deux cas) que l'on trouve la plus grande proportion de répondants qui ne savent pas s'ils sont favorables ou non à cette solution.

Résultats par pays

Dans 14 États membres, plus de la moitié des répondants sont favorables à la taxation du transport aérien. Le soutien est le plus élevé en Allemagne et en Autriche (61 % dans les deux cas), tandis qu'il est le plus faible à Chypre, avec un peu moins de quatre répondants sur

Q12 Actuellement, les voyages aériens sont moins taxés que les voyages en voiture ou en train (en raison des exonérations de la taxe sur les carburants et du traitement de la TVA). Quelle est votre opinion sur la taxation des voyages aériens au même taux que les autres modes de transport?



(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

Dans tous les groupes sociodémographiques, plus de la moitié des répondants sont favorables à la taxation du transport aérien. Toutefois, le degré de soutien varie dans une certaine mesure selon les différents segments de la population.

Les hommes (57 %) sont plus susceptibles que les femmes (50 %) d'appuyer l'imposition du transport aérien.

Une certaine variation est également observée selon l'âge. Les répondants âgés de 55 ans et plus (56 %) sont plus susceptibles que les autres groupes d'âge (49 % à 53 %) de soutenir la taxation du transport aérien, tandis que les répondants plus jeunes âgés de 15 à 39 ans (34 % à 35 %) sont plus susceptibles que les groupes d'âge plus âgés (27 % à 31 %) de ne pas soutenir cela.

Le soutien à la taxation du transport aérien est également quelque peu lié au revenu. Les répondants du quintile de revenu le plus élevé (c.-à-d. les 20 % les mieux rémunérés) sont plus susceptibles (33 %) que ceux du quintile de revenu le plus faible (28 %) de ne pas soutenir l'imposition du transport aérien.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

4. Priorités fiscales de l'UE

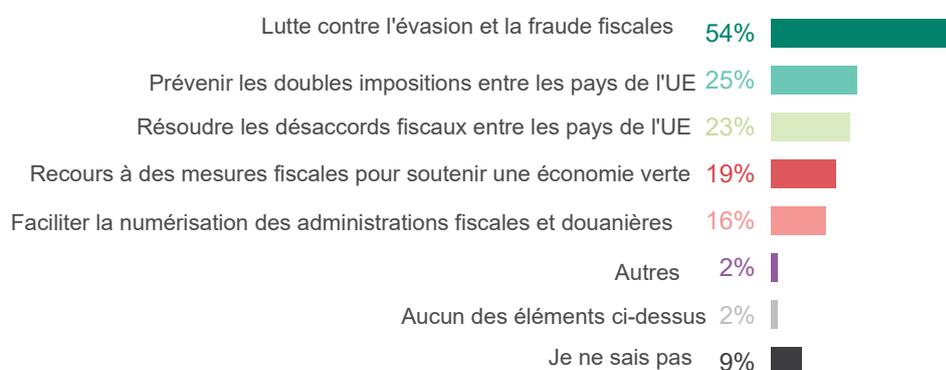
On a demandé aux répondants quelles actions, le cas échéant, ils pensaient que l'UE devrait donner la priorité en matière de fiscalité. On leur a présenté cinq actions et ils ont pu sélectionner plusieurs réponses.

Plus de la moitié (54 %) des personnes interrogées considèrent la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales comme une action prioritaire pour l'UE en matière fiscale. Toutes les autres mesures sont sélectionnées par moins de la moitié des répondants.

Un répondant sur quatre (25 %) identifie la prévention des doubles impositions entre les pays de l'UE (25 %); une proportion similaire (23 %) considère la résolution des différends fiscaux entre les pays de l'UE comme une priorité fiscale de l'UE.

Environ un répondant sur cinq (19 %) souligne le recours à des mesures fiscales pour soutenir une économie verte et environ un répondant sur six (16 %) considère la facilitation de la numérisation des administrations fiscales et douanières comme une priorité fiscale de l'UE.

Q13 Quelles actions, le cas échéant, l'UE devrait-elle privilégier en matière de fiscalité? [Réponses de MULTIPLE]



(EU-27, %) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Résultats par pays

Dans tous les États membres de l'UE-27, à l'exception de l'Estonie, la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales apparaît comme l'action prioritaire de l'UE en matière fiscale. C'est en France (65 %) et à Chypre (64 %) que cette priorité fiscale de l'UE est la plus élevée, tandis qu'elle est la plus faible en Estonie (36 %), en Roumanie (40 %), en Irlande, en Lettonie, en Pologne et en Slovaquie (43 % dans les quatre pays).

En Estonie, la prévention des doubles impositions entre les pays de l'UE est la première priorité fiscale de l'UE (sélectionnée par 40 % des répondants). La prévention des doubles impositions entre les pays de l'UE en tant que priorité fiscale de l'UE est la plus élevée en Croatie (45 %), en Estonie (40 %) et en Pologne (39 %), et la plus faible en France, en Lituanie (16 % dans les deux cas), en Italie (17 %) et au Danemark (23 %).

L'Espagne, la Grèce (30 % dans les deux cas) et la France (29 %) sont les pays de l'UE qui considèrent la résolution des différends fiscaux comme une priorité fiscale de l'UE, et ce pourcentage est le plus faible en Tchéquie (12 %) et en Slovénie (13 %).

La proportion de répondants qui considèrent le recours à des mesures fiscales pour soutenir une économie verte comme une priorité fiscale de l'UE varie de trois sur dix à Malte (30 %) à moins d'un sur dix en Tchéquie (7 %), en Estonie (8 %) et en Lettonie (9 %).

La facilitation de la numérisation des administrations fiscales et douanières est considérée comme une priorité fiscale par moins d'un répondant aux Pays-Bas (8 %) et environ un répondant sur quatre en Roumanie (25 %) et en Bulgarie (26 %).

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q13 Quelles actions, le cas échéant, l'UE devrait-elle privilégier en matière de fiscalité? [Réponses de MULTIPLE]

	Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales	Prévenir les doubles impositions entre les pays de l'UE	Résoudre les désaccords fiscaux entre les pays de l'UE	Recours à des mesures fiscales pour soutenir une économie verte	Faciliter la numérisation des administrations fiscales et douanières	Autres	Aucun des éléments ci-dessus	Je ne sais pas
UE-27	54	25	23	19	16	2	2	9
BE	55	25	26	17	10	2	2	9
BG	52	34	12	16	26	3	2	6
CZ	55	28	12	7	19	1	2	12
DK	47	23	17	19	14	1	4	16
DE	52	27	21	19	19	3	2	8
EE	36	40	21	8	16	1	4	10
IE	43	32	20	24	15	1	2	9
EL	49	31	30	22	24	1	1	3
ES	51	26	30	18	16	2	2	8
FR	65	16	29	17	12	1	2	9
HR	57	45	18	15	16	1	1	5
IT	61	17	19	20	16	2	2	8
CY	64	37	18	12	13	1	1	5
LV	43	31	16	9	12	2	4	12
LT	54	16	17	10	20	1	2	12
LU	49	29	18	19	16	1	3	10
HU	52	31	21	16	10	1	1	12
MT	53	26	17	30	17	1	0	4
NL	50	24	27	21	8	2	3	10
AT	54	31	20	21	13	1	3	8
PL	43	39	15	22	13	1	2	10
PT	61	31	23	25	14	1	1	5
RO	40	27	23	26	25	1	2	8
SI	53	37	13	13	12	2	2	7
SK	43	29	26	12	18	1	2	9
FI	60	26	23	17	10	2	1	10
SE	54	25	19	22	15	1	3	10

(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Considérations sociodémographiques

La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales est l'action prioritaire que l'UE devrait privilégier en matière de fiscalité pour tous les groupes sociodémographiques.

Néanmoins, les actions privilégiées de l'UE en matière de fiscalité varient dans une certaine mesure en fonction de l'âge. En effet, la proportion de répondants qui considèrent la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales comme une action prioritaire augmente avec l'âge, passant de 41 % des 15-24 ans à 63 % des 55 ans et plus. En revanche, les répondants âgés de 15 à 24 ans sont plus susceptibles que ceux âgés de 55 ans et plus de souligner le recours à des mesures fiscales pour soutenir une économie verte (23 % contre 17 %) et la facilitation de la numérisation des administrations fiscales et douanières (19 % contre 13 %) en tant qu'actions prioritaires de l'UE en matière de fiscalité.

Certaines variations sont également observées selon le niveau d'éducation. Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans et plus sont plus susceptibles que ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins de souligner les actions prioritaires suivantes pour l'UE en matière de fiscalité: la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales (56 % contre 51 %) et la prévention des doubles impositions entre les pays de l'UE (28 % contre 20 %). Ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans et plus et ceux qui poursuivent encore leurs études sont plus susceptibles que ceux qui ont

terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins d'identifier comme priorités fiscales de l'UE le recours à des mesures fiscales pour soutenir une économie verte (21 % et 22 % respectivement contre 16 %) et la facilitation de la numérisation des administrations fiscales et douanières (16 % et 20 % contre 13 %).

Les salariés sont plus susceptibles que les travailleurs manuels et ceux qui ne travaillent pas de considérer la prévention de la double imposition entre les pays de l'UE (27 % contre 23 %-24 %) et la facilitation de la numérisation des administrations fiscales et douanières (18 % contre 13 %-14 %) comme des priorités fiscales de l'UE. En revanche, les personnes qui ne travaillent pas sont plus susceptibles que tous les autres groupes professionnels de signaler la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales (58 % contre 46 % à 53 %).

En ce qui concerne le revenu, les répondants du quintile de revenu le plus élevé (c'est-à-dire les 20 % les plus riches) (30 %) sont plus susceptibles que ceux des quintiles de revenu les plus faibles (21 %-25 %) de considérer la prévention des doubles impositions entre les pays de l'UE comme une priorité fiscale de l'UE. Ils sont également plus susceptibles que ceux des autres quintiles de revenus (20 % contre 14 %-16 %) de considérer la facilitation de la numérisation des administrations fiscales et douanières comme une priorité fiscale de l'UE.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

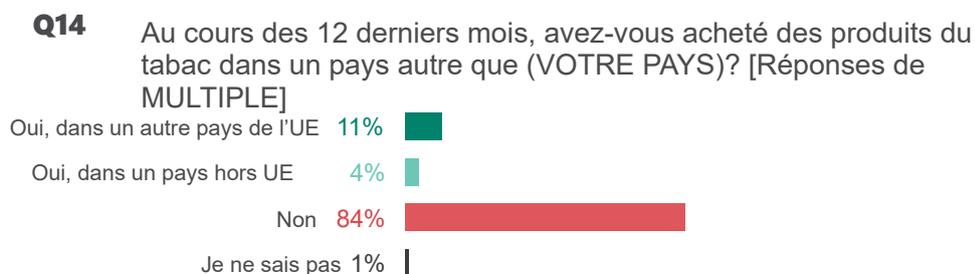
5. Achats transfrontaliers de tabac et d'alcool

Cette section examine les comportements d'achat transfrontaliers de tabac et d'alcool, y compris l'emplacement, les méthodes et le volume de ces achats.

5.1. Achats de tabac

On a demandé aux répondants s'ils avaient acheté des produits du tabac dans un pays autre que le leur au cours des 12 derniers mois.

Une grande majorité (84 %) des répondants indiquent qu'ils ne l'ont pas fait, tandis que 15 % mentionnent qu'ils l'ont fait. Parmi ceux qui ont effectué de tels achats, environ un sur dix (11%) déclare avoir acheté des produits du tabac dans un autre pays de l'UE. Moins d'une personne sur dix (4 %) mentionne avoir acheté ces produits dans un pays hors de l'UE.



(EU-27, %) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Résultats par pays

L'analyse par pays révèle que, dans tous les États membres de l'UE-27, au moins deux tiers des répondants mentionnent ne pas avoir acheté de produits du tabac dans un pays autre que le leur au cours des douze derniers mois. Cette proportion est la plus élevée au Luxembourg (91 %) et la plus faible en Irlande (73 %).

Environ un répondant sur cinq en Irlande (21%), aux Pays-Bas et en Finlande (19%) déclare avoir acheté des produits du tabac dans un autre pays de l'UE au cours des 12 derniers mois. En revanche, moins d'un répondant sur dix le mentionne au Luxembourg (7 %), en Espagne, en Hongrie, au Portugal (8 % dans les trois pays), en Italie, en Autriche et en Pologne (9 % dans les trois pays).

Pas plus d'un répondant sur dix dans un pays de l'UE indique avoir acheté des produits du tabac dans un pays en dehors de l'UE au cours des 12 derniers mois. En termes relatifs, la proportion de répondants mentionnant ce phénomène est la plus élevée en Croatie (10 %) et la plus faible en Italie, au Luxembourg, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal et en Suède (tous 3 %).

Considérations sociodémographiques

Une majorité de répondants de tous les groupes socio-démographiques déclarent ne pas avoir acheté de produits du tabac dans un pays autre que le leur au cours des 12 derniers mois. Néanmoins, la part de ceux qui mentionnent avoir effectué de tels achats varie dans une certaine mesure entre les segments sociodémographiques.

Les hommes (18 %) sont plus susceptibles que les femmes (11 %) de mentionner qu'ils ont acheté des produits du tabac dans un pays autre que le leur.

Une certaine variation dans la probabilité d'effectuer des achats transfrontaliers de produits du tabac est également observée selon l'âge. Les jeunes répondants âgés de 15 à 24 ans (22 %) et de 25 à 39 ans (23 %) sont plus susceptibles que les groupes d'âge plus âgés (8 % à 14 %) de déclarer avoir acheté des produits du tabac par-delà les frontières.

En ce qui concerne la profession, les répondants indépendants (19 %), les employés (19 %) et les travailleurs manuels (21 %) sont plus susceptibles que ceux qui ne travaillent pas (9 %) de constater qu'ils ont acheté des produits du tabac dans un pays autre que le leur.

En ce qui concerne le revenu, les répondants du quintile de revenu le plus élevé (c'est-à-dire les 20 % les mieux rémunérés) (18 %) sont plus susceptibles que ceux des quintiles à faible revenu (12 %-15 %) d'indiquer qu'ils ont acheté des produits du tabac par-delà les frontières.

Enfin, les professionnels de la fiscalité (45 %) sont nettement plus susceptibles que ceux qui ne le sont pas (13 %) de mentionner qu'ils ont acheté des produits du tabac dans un pays autre que le leur.

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q14 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des produits du tabac dans un pays autre que (VOTRE PAYS)

	Oui, dans un autre pays de l'UE	Oui, dans un pays hors UE	Non	Je ne sais pas
UE-27	11	4	84	1
BE	15	4	82	1
BG	15	6	80	0
CZ	15	4	81	1
DK	11	4	86	1
DE	11	4	85	1
EE	11	4	86	1
IE	21	7	73	1
EL	13	4	84	0
ES	8	6	86	2
FR	14	4	83	1
HR	11	10	80	1
IT	9	3	86	2
CY	11	6	83	1
LV	11	5	85	1
LT	13	5	82	1
LU	7	3	91	1
HU	8	3	88	2
MT	14	4	83	0
NL	19	3	78	1
AT	9	3	87	1
PL	9	4	85	2
PT	8	3	88	1
RO	12	5	83	2
SI	16	7	78	1
SK	12	6	83	1
FI	19	5	77	1
SE	10	3	86	1

(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Méthodes d'achat du tabac

Ceux qui ont mentionné qu'ils achetaient des produits du tabac dans un pays autre que le leur ont été interrogés sur la façon dont ils achetaient ces produits.

Sept répondants sur dix (70 %) mentionnent avoir acheté ces produits du tabac en personne. Environ une personne sur six (16 %) déclare que quelqu'un d'autre a acheté ces produits en son nom.

Les petites actions indiquent l'avoir fait en ligne (9 %), par téléphone (8 %) ou de toute autre manière (2 %).

Les différences entre les pays ne sont pas discutées en raison de la petite taille des échantillons.

Considérations sociodémographiques

Dans la plupart des groupes sociodémographiques, la majorité des répondants qui ont acheté des produits du tabac dans un pays autre que le leur l'ont fait en personne. Les personnes âgées de 55 ans et plus (76 %) sont globalement les plus susceptibles de le signaler.

Les achats par téléphone sont plus fréquemment mentionnés par les personnes âgées de 15 à 39 ans (10 % à 11 %) et celles

qui l'ont effectué à l'âge de 15 ans ou moins (21 %).

Q15 Comment avez-vous acheté ces produits du tabac dans un autre pays? [Réponses de MULTIPLE]



(EU27, %) Base:n=4 327 – Répondants ayant acheté des produits du tabac à un détaillant dans un pays autre que (LE PAYS) au cours des 12 derniers mois

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Part de la consommation annuelle de tabac provenant des achats à l'étranger

Ceux qui ont déclaré avoir acheté des produits du tabac dans un pays autre que le leur ont également été interrogés sur la part de la consommation annuelle de tabac provenant de produits du tabac achetés dans un autre pays.

Un peu plus de quatre répondants sur dix (42 %) indiquent que moins de 5 % de leur consommation annuelle de tabac provient de produits du tabac achetés dans un autre pays. Près d'une personne sur quatre (23 %) mentionne que cela s'applique à 5 % à 19 % de sa consommation annuelle de tabac.

Environ une personne sur six (16 %) mentionne que 20 % à 50 % de sa consommation annuelle de tabac provient d'achats de tabac étrangers, tandis qu'une proportion plus faible (12 %) indique que plus de 50 % de sa consommation annuelle de tabac provient de produits du tabac achetés dans un autre pays.

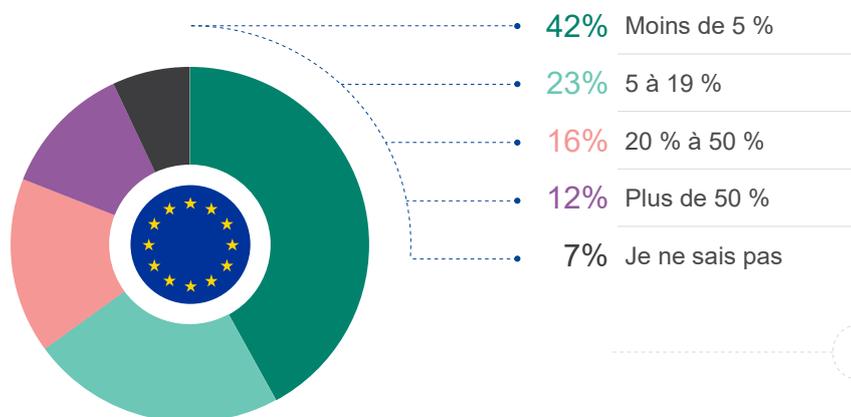
Considérations sociodémographiques

Les hommes (25 %) sont plus susceptibles que les femmes (20 %) de mentionner que 5 % à 19 % de leur consommation annuelle de tabac provient d'achats à l'étranger.

La part de la consommation de tabac provenant des achats à l'étranger varie également dans une certaine mesure selon l'âge. Les répondants âgés de 55 ans et plus (20 %) sont plus susceptibles que tous les autres groupes d'âge (8 à 10 %) de mentionner que plus de 50 % de leur consommation annuelle de tabac provient d'achats à l'étranger. De leur côté, les jeunes répondants âgés de 15 à 24 ans et de 25 à 39 ans sont plus susceptibles que ceux âgés de 55 ans et plus d'indiquer que les achats à l'étranger représentent entre 5 % et 19 % de leur consommation annuelle de tabac (23 % et 31 % respectivement contre 14 %) ou entre 20 % et 50 % de leur consommation annuelle de tabac (16 % et 21 % contre 10 %).

Les travailleurs manuels (25 %) sont plus susceptibles que les autres catégories professionnelles (10 %-17 %) d'indiquer que 20 % à 50 % de leur consommation annuelle de tabac provient d'achats à l'étranger.

Q16 Quelle part de votre consommation annuelle de tabac provient des produits du tabac achetés dans un autre pays?



(EU27, %) Base: n=4 327 – Répondants ayant acheté des produits du tabac à un détaillant dans un pays autre que (LE PAYS) au cours des 12 derniers mois

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité**5.2. Achats d'alcool en ligne auprès de détaillants étrangers**

On a ensuite demandé aux répondants s'ils avaient acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant dans un pays autre que le leur au cours des 12 derniers mois.

Près de neuf personnes sur dix (88 %) déclarent ne pas avoir acheté de boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant d'un pays autre que le leur.

Environ un répondant sur dix (11 %) mentionne avoir effectué des achats d'alcool en ligne auprès de détaillants étrangers, dont 9 % dans un autre pays de l'UE et 3 % dans un pays tiers.

Q17 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant dans un pays autre que (VOTRE PAYS)? [Réponses de MULTIPLE]



(EU-27, %) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Résultats par pays

Plus des trois quarts des personnes interrogées dans tous les pays de l'UE déclarent n'avoir pas acheté de boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant d'un pays autre que le leur au cours des 12 derniers mois. La proportion de répondants mentionnant ce phénomène est la plus élevée à Chypre (94 %) et la plus faible en Irlande (78 %).

Moins d'un répondant sur cinq dans un pays de l'UE mentionne avoir acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès de détaillants étrangers au cours des 12 derniers mois. En termes relatifs, cette pratique est la plus courante en Irlande (21 %), aux Pays-Bas (17 %) et au Danemark (16 %), tandis qu'elle est la moins répandue à Chypre (4 %) et en Tchéquie (6 %).

Considérations sociodémographiques

Au moins la moitié des répondants de tous les segments de la population mentionnent ne pas avoir acheté de boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant dans un pays autre que le leur au cours des 12 derniers mois.

En termes relatifs, cependant, les groupes socio-démographiques suivants sont plus susceptibles d'indiquer qu'ils ont acheté des boissons alcoolisées auprès de détaillants étrangers au cours des 12 derniers mois:

- Hommes (15 % contre 8 % de femmes)
- Répondants âgés de 15 à 24 ans et de 25 à 39 ans (tous deux 18 % contre 6 à 10 % dans les autres groupes d'âge)
- Travailleurs manuels (17 %), travailleurs indépendants et salariés (15 % contre 6 % pour ceux qui ne travaillent pas (6 %)
- Ceux qui se situent dans le quintile de revenu le plus élevé (c'est-à-dire les 20 % les mieux rémunérés) (16 % contre 9 % à 11 % dans les quintiles à faible revenu).

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q17 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant d'un pays autre que (VOTRE PAYS)? [Réponses de MULTIPLE]

	Oui, dans un autre pays de l'UE	Oui, dans un pays hors UE	Non	Je ne sais pas
UE-27	9	3	88	1
BE	12	2	86	1
BG	11	4	85	0
CZ	5	2	93	1
DK	14	3	83	1
DE	10	2	88	1
EE	11	2	87	1
IE	15	7	78	1
EL	11	4	86	0
ES	8	3	88	2
FR	9	2	90	1
HR	6	2	91	1
IT	9	3	87	2
CY	3	1	94	1
LV	8	2	90	1
LT	13	2	84	1
LU	8	1	90	1
HU	7	1	91	2
MT	11	2	87	0
NL	16	2	82	1
AT	10	2	88	1
PL	7	3	89	2
PT	8	2	90	1
RO	10	3	86	2
SI	9	4	88	1
SK	8	3	88	1
FI	14	2	84	1
SE	12	3	85	1

(%) Base: n= 25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Part de la consommation d'alcool provenant des achats à l'étranger

Les répondants qui ont mentionné avoir acheté de l'alcool en ligne auprès de détaillants étrangers ont été interrogés sur la part de leur consommation annuelle d'alcool provenant de boissons alcoolisées achetées à l'étranger.

Environ quatre personnes sur dix (41 %) déclarent que moins de 5 % de leur consommation annuelle d'alcool provient d'achats en ligne à l'étranger; trois sur dix (30 %) indiquent qu'entre 5 % et 19 % de leur consommation annuelle d'alcool provient d'achats en ligne à l'étranger.

Environ un répondant sur cinq (19 %) mentionne qu'entre 20 % et 50 % de sa consommation annuelle d'alcool provient d'achats en ligne à l'étranger, tandis que moins d'un répondant sur dix (6 %) répond que plus de 50 % de sa consommation annuelle d'alcool en provient.

Les différences entre les pays ne sont pas discutées en raison de la petite taille des échantillons.

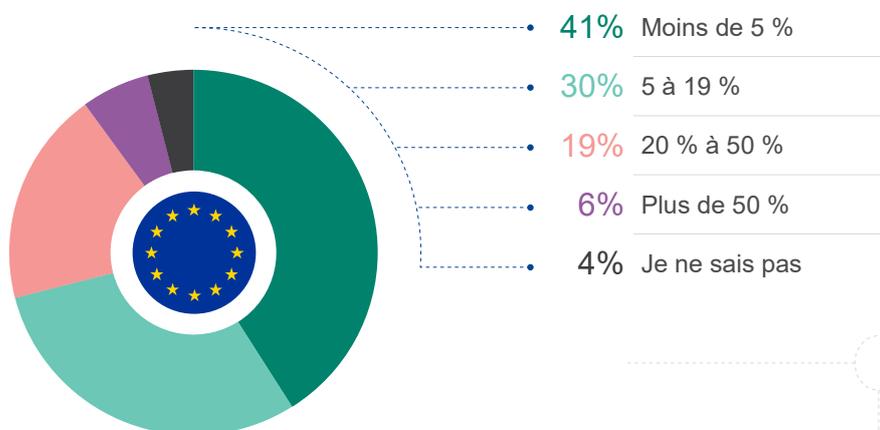
Une certaine variation de la part de la consommation d'alcool provenant d'achats en ligne à l'étranger est observée selon l'âge. Les répondants âgés de 15 à 24 ans (33 %), de 25 à 39 ans (35 %) et de 40 à 54 ans (29 %) sont plus susceptibles que ceux âgés de 55 ans et plus (21 %) de mentionner qu'entre 5 % et 19 % de leur consommation annuelle d'alcool provient d'achats en ligne à l'étranger. Les répondants âgés de 25 à 39 ans (25 %) sont plus susceptibles que les groupes d'âge plus âgés (14 % à 16 %) d'indiquer qu'entre 20 % et 50 % de leur consommation annuelle d'alcool provient d'achats en ligne à l'étranger.

Aucune autre différence sociodémographique n'est discutée en raison de la petite taille de l'échantillon.

Considérations sociodémographiques

Q18

Quelle part de votre consommation annuelle d'alcool provient des boissons alcoolisées que vous avez achetées en ligne auprès de détaillants d'un autre pays?



(EU27,%) Base:n=3 290 – Répondants ayant acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant dans un pays autre que (LE PAYS) au cours des 12 derniers mois

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

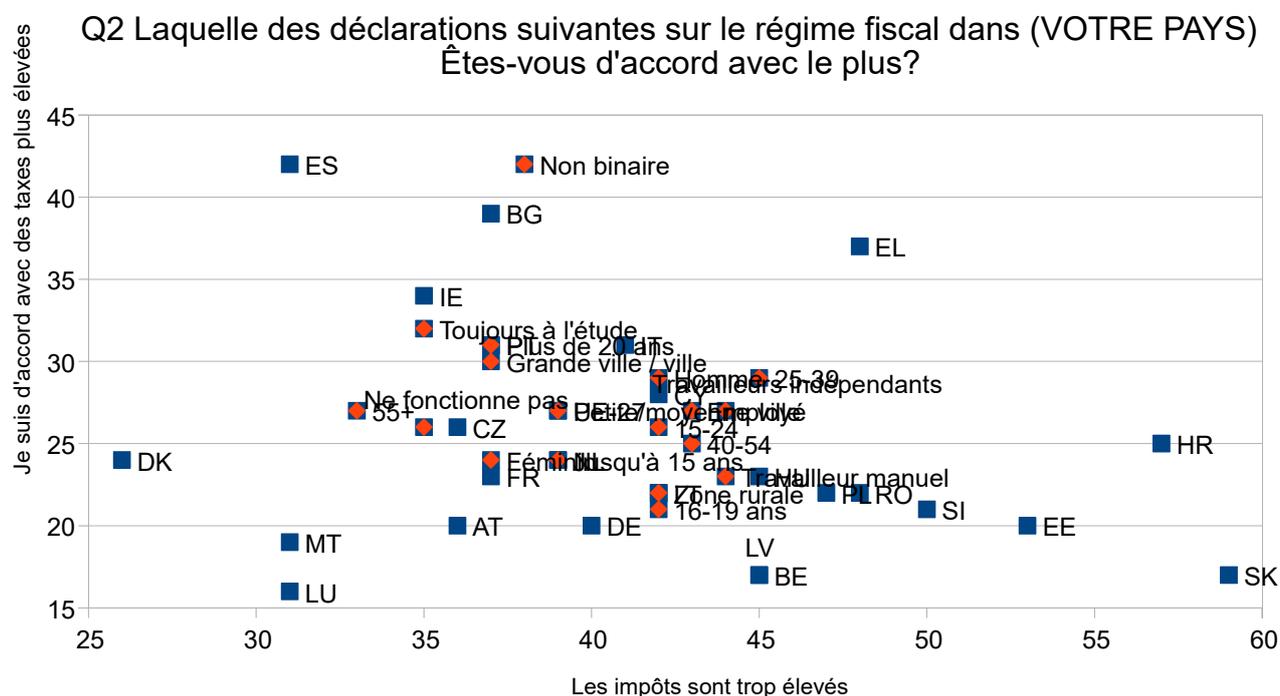
Commentaires

(Pierre Dieumegard)

Le rapport était bien rédigé, avec peu d'erreurs typographiques. Les graphiques sont vectoriels, ce qui les rend faciles à éditer avec LibreOffice.

Toutefois, dans le présent rapport, aucun tableau sociodémographique n'accompagne le paragraphe intitulé «Considérations sociodémographiques». Pour créer les graphiques ci-dessous, nous avons dû utiliser les fichiers .xlsx disponibles séparément.

Dans ces graphiques, les groupes sociodémographiques sont en rouge et les États membres sont en bleu. Comme c'est souvent le cas, il existe une plus grande variabilité entre les pays qu'entre les groupes sociaux (sexe, âge, niveau d'éducation, etc.).



Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité**Spécifications techniques**

Entre le 9 et le 17 avril 2025, Ipsos European Public Affairs a réalisé l'Eurobaromètre Flash 562 sur les «Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité» à la demande de la direction générale de la fiscalité et de l'union douanière de la Commission européenne. Il s'agit d'une enquête grand public coordonnée par l'unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la direction générale de la communication. L'Eurobaromètre Flash 562 couvre la population des citoyens de l'UE, des résidents de l'un des 27 États membres de l'UE et des personnes âgées de 15 ans et plus.

Tous les entretiens ont été réalisés par le biais de l'interview Web assistée par ordinateur (CAWI), à l'aide de panels en ligne Ipsos et de leur réseau de partenaires. Les répondants ont été sélectionnés parmi des panels d'accès en ligne, des groupes de personnes prérecrutées qui ont accepté de participer à la recherche. Le quota d'échantillonnage a été fixé sur la base de l'âge (15-24 ans, 25-34 ans, 25-44 ans, 45-54 ans, 55-64 ans et 65 ans et plus), du sexe et

de la région géographique (NUTS1, NUTS2 ou NUTS 3, en fonction de la taille du pays et du nombre de régions NUTS).

Marge d'erreur

Les résultats de l'enquête sont soumis à des tolérances d'échantillonnage. La «marge d'erreur» quantifie l'incertitude relative aux résultats d'une enquête (ou la confiance dans ceux-ci). En règle générale, plus il y a d'entrevues (taille de l'échantillon), plus la marge d'erreur est faible. Un échantillon de 500 unités produira une marge d'erreur ne dépassant pas 4,4 points de pourcentage et un échantillon de 1 000 unités produira une marge d'erreur ne dépassant pas 3,1 points de pourcentage.

Marges statistiques dues aux tolérances d'échantillonnage

(au niveau de confiance de 95 %)

	Différentes tailles d'échantillons sont en rangées				divers résultats observés sont en colonnes			
	5 %	10 %	25 %	50 %	75 %	90 %	95 %	
n=50	± 6,0	± 8,3	±12,0	±13,9	±12,0	± 8,3	± 6,0	
n=100	±4,3	±5,9	± 8,5	± 9,8	± 8,5	±5,9	±4,3	
n=200	±3,0	±4,2	± 6,0	± 6,9	± 6,0	±4,2	±3,0	
n=500	±1,9	±2,6	±3,8	±4,4	±3,8	±2,6	±1,9	
n=1000	± 1,4	±1,9	±2,7	±3,1	±2,7	±1,9	± 1,4	
n=1500	±1,1	±1,5	±2,2	±2,5	±2,2	±1,5	±1,1	
n=2000	±1,0	±1,3	±1,9	±2,2	±1,9	±1,3	±1,0	

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

	Nombre d'entretiens	Dates des travaux sur le terrain	Population 15+ (nombre absolu)	Population de 15 ans et plus (en % de la population de l'UE-27)
UE-27	25793	9.4.2025-17.4.2025	383603764	100.00%
BE	1012	9.4.2025-15.4.2025	9892796	2.58%
BG	1022	9.4.2025-15.4.2025	5534456	1.44%
CZ	1025	9.4.2025-15.4.2025	9172797	2.39%
DK	1011	9.4.2025-15.4.2025	5022981	1.31%
DE	1010	9.4.2025-14.4.2025	71818299	18.72%
EE	1008	9.4.2025-15.4.2025	1154359	0.30%
IE	1003	9.4.2025-14.4.2025	4338938	1.13%
EL	1003	9.4.2025-15.4.2025	9041201	2.36%
ES	1000	9.4.2025-14.4.2025	42189318	11.00%
FR	1018	9.4.2025-13.4.2025	56855864	14.82%
HR	1010	9.4.2025-15.4.2025	3319752	0.87%
IT	1012	9.4.2025-14.4.2025	51784963	13.50%
CY	511	9.4.2025-16.4.2025	818909	0.21%
LV	1007	9.4.2025-15.4.2025	1579066	0.41%
LT	1009	9.4.2025-15.4.2025	2467008	0.64%
LU	511	9.4.2025-16.4.2025	566303	0.15%
HU	1010	9.4.2025-14.4.2025	8199448	2.14%
MT	500	9.4.2025-17.4.2025	493961	0.13%
NL	1015	9.4.2025-14.4.2025	15228902	3.97%
AT	1017	9.4.2025-15.4.2025	7842929	2.04%
PL	1006	9.4.2025-14.4.2025	31082980	8.10%
PT	1029	9.4.2025-15.4.2025	9275958	2.42%
RO	1017	9.4.2025-14.4.2025	16034437	4.18%
SI	1003	9.4.2025-15.4.2025	1811104	0.47%
SK	1003	9.4.2025-14.4.2025	4557290	1.19%
FI	1018	9.4.2025-15.4.2025	4771619	1.24%
SE	1003	9.4.2025-15.4.2025	8748126	2.28%

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Questionnaire

DEMANDEZ À TOUS

Q1 Comment évalueriez-vous votre compréhension du régime fiscal dans (VOTRE PAYS)?
(Réponse unique)

Très bon 1

Bon 2

Moyenne 3

Mauvais 4

Très mauvais 5

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q2 Le niveau des impôts est évalué non seulement seul, mais aussi par rapport aux services publics qu'ils contribuent à financer, tels que les soins de santé, l'éducation et les infrastructures publiques. Les questions suivantes sollicitent votre point de vue sur cet équilibre.

Laquelle des affirmations suivantes concernant le système fiscal de (VOTRE PAYS) êtes-vous le plus d'accord?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT) (RANDOMIE 1-2)

Les impôts sont trop élevés, et je les diminuerais même si cela signifie moins ou moins de services publics de qualité 1

Je suis d'accord avec des taxes plus élevées si cela signifie des services publics plus ou mieux 2

Les impôts et les services publics devraient rester au même niveau 3

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ SI Q2=1

Q2a Selon vous, quelles taxes devraient être réduites en premier?

(Deux réponses maximales possibles) (RANDOMIE 1-9)

Impôts sur les salaires 1

Impôts sur les entreprises 2

Impôts sur les revenus de placement (y compris les revenus réguliers, tels que les intérêts ou les loyers, et les bénéfices provenant de la vente de placements) 3

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

- Impôts sur les successions 4
- Taxes sur les transports 5
- Taxes sur le tabac et l'alcool 6
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 7
- Taxes environnementales (taxes vertes) 8
- Impôts sur le logement 9
- Autres 10
- Je ne sais pas 998

DEMANDEZ SI Q2=2

Q2b Si les impôts doivent être augmentés pour payer les services publics, quels impôts devraient, selon vous, être levés en premier?

(Deux réponses maximales possibles) (RANDOMIE 1-9)

- Impôts sur les salaires 1
- Impôts sur les entreprises 2
- Impôts sur les revenus de placement (y compris les revenus réguliers, tels que les intérêts ou les loyers, et les bénéfices provenant de la vente de placements) 3
- Impôts sur les successions 4
- Taxes sur les transports 5
- Taxes sur le tabac et l'alcool 6
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 7
- Taxes environnementales (taxes vertes) 8
- Impôts sur le logement 9
- Autres 10
- Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q3 Dans (VOTRE PAYS), les gens paient-ils des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur richesse?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Dans une large mesure 1

Dans une certaine mesure 2

Pas du tout 3

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q4 Dans quelle mesure est-il facile ou difficile pour vous de remplir votre déclaration de revenus (VOTRE PAYS)?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Très facile 1

Assez facile 2

Assez difficile 3

Très difficile 4

Quelqu'un d'autre dans mon ménage dépose ma déclaration de revenus 5

J'utilise un professionnel pour produire ma déclaration de revenus 6

Je n'ai pas besoin de produire de déclaration d'impôts 7

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ SI Q4 = 3 ou 4

Q5 Selon votre expérience, quelle taxe est la plus compliquée à calculer et à payer?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT) (VOIR LA RÉPONSE DANS LA MÊME COMMANDE Q2a/b)

Impôts sur les salaires 1

Impôts sur les entreprises 2

Impôts sur les revenus de placement (y compris les revenus réguliers, tels que les intérêts ou les loyers, et les bénéfices provenant de la vente de placements) 3

Impôts sur les successions 4

Taxes sur les transports 5

Taxes sur le tabac et l'alcool 6

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 7

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Taxes environnementales (taxes vertes) 8

Impôts sur le logement 9

Autres 10

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q6 Dans quelle mesure pensez-vous que les contribuables de (VOTRE PAYS) reçoivent un soutien adéquat pour produire leurs déclarations de revenus?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Entièrement adéquat 1

Essentiellement adéquat 2

Assez inadéquat 3

Très inadéquat 4

Je ne sais pas - je n'ai pas d'expérience avec cette 998

DEMANDEZ À TOUS

Q7a Selon vous, quelle mesure serait la plus utile pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT) (RANDOMIE 1-7)

Système de déclaration d'impôt entièrement numérique 1

Application mobile pour la déclaration d'impôt et le suivi des remboursements 2

Des instructions plus claires 3

Modifications moins fréquentes des règles 4

Disponibilité des déclarations de revenus préremplies 5

Réformer le droit fiscal pour le simplifier 6

Plus d'aide pour produire votre déclaration de revenus 7

Autres 8

Aucun de ces 9

Je ne sais pas 998

ASK IF Q7a =  ou 998

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q7b De la même liste, y a-t-il d'autres mesures qui seraient utiles pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus?

(DEUX RÉPONSES POSSIBLES) (VOIR DANS LA MÊME COMMANDE Q7A, EXCLURE LA RÉPONSE DONNÉE Q7A)

Système de déclaration d'impôt entièrement numérique 1

Application mobile pour la déclaration d'impôt et le suivi des remboursements 2

Des instructions plus claires 3

Modifications moins fréquentes des règles 4

Disponibilité des déclarations de revenus préremplies 5

Réformer le droit fiscal pour le simplifier 6

Plus d'aide pour produire votre déclaration de revenus 7

Autres 8

Aucun de ces 9

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q8 Certains soutiennent que les personnes les plus riches (c'est-à-dire les 0,001 % les plus riches) devraient payer un niveau minimum d'impôt en fonction d'un pourcentage de leur richesse totale, et pas seulement de leur revenu. D'autres soutiennent que cela pourrait nuire à l'économie en décourageant les investissements ou en poussant les riches à quitter le pays.

Quelle est votre opinion sur un niveau minimum d'impôt basé sur la richesse appliqué aux individus les plus riches (top 0.001%) dans (VOTRE PAYS)?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT) (RANDOMIE 1-2)

Je ne suis pas favorable à l'imposition des plus riches, car elle présente trop d'inconvénients (par exemple, en termes de compétitivité, d'investissement, de fuite des capitaux) 1

Je suis favorable à l'instauration d'un impôt pour les particuliers les plus fortunés (supérieur à 0,001 %) afin de s'assurer qu'ils paient un niveau minimum d'impôts 2

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q9 Certains soutiennent que les très grandes multinationales ne paient pas suffisamment d'impôts, car elles utilisent des règles fiscales avantageuses dans différents pays pour réduire le montant des impôts qu'elles doivent payer. Cependant, d'autres craignent que l'augmentation de la fiscalité sur ces entreprises pourrait les amener à déplacer leurs opérations à l'étranger, nuisant à l'économie. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord pour dire que les grandes entreprises

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Tout à fait d'accord 1

Plutôt d'accord 2

Plutôt en désaccord 3

Pas du tout d'accord 4

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q10 Quelle est votre opinion sur l'utilisation des taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (par exemple, les bouteilles en plastique) et de sources d'énergie polluantes?

(Réponse unique) (RANDOMIE 1-2)

Soutien 1

Ne pas prendre en charge 2

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ SI Q10=1

Q11 Selon vous, quels produits nocifs pour l'environnement devraient être taxés davantage?

(MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (RANDOMIE 1-5)

Combustibles fossiles (gaz, pétrole, charbon, etc.) 1

Émissions de gaz à effet de serre (p. ex. pollution industrielle, émissions dues aux transports)
2

Produits à usage unique (paille, couverts, emballages, etc.) 3

Produits non recyclables ou difficiles à recycler 4

Plastiques 5

Autres 6

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q12 Actuellement, le transport aérien est moins taxé que le transport en voiture ou en train (en raison des exonérations de la taxe sur les carburants et du traitement de la TVA). Quelle est votre opinion sur la taxation des voyages aériens au même taux que les autres modes de transport?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT) (VOIR DANS LA MÊME COMMANDE Q10)

Soutien 1

Ne pas prendre en charge 2

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q13 Quelles actions, le cas échéant, l'UE devrait-elle privilégier en matière de fiscalité?

(MAXIMUM 2 RÉPONSES POSSIBLES) (RANDOMIE 1-5)

Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales 1

Recours à des mesures fiscales pour soutenir une économie verte 2

Faciliter la numérisation des administrations fiscales et douanières 3

Prévenir les doubles impositions entre les pays de l'UE 4

Résoudre les désaccords fiscaux entre les pays de l'UE 5

Autres 6

Aucun de ces 7

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q14 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des produits du tabac dans un pays autre que (VOTRE PAYS)?

(MULTIPLE RÉPONSE POSSIBLE)

N° 1

Oui, dans un autre pays de l'UE 2

Oui, dans un pays hors UE 3

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ SI Q14 = 2 ou 3

Q15 Comment avez-vous acheté ces produits du tabac dans un autre pays?

(MULTIPLE RÉPONSE POSSIBLE)

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

En personne 1

Quelqu'un d'autre les a achetés en votre nom 2

Par téléphone 3

En ligne 4

Autres 5

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ SI Q14 = 2 ou 3

Q16 Quelle part de votre consommation annuelle de tabac provient des produits du tabac achetés dans un autre pays?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Moins de 5 % 1

5 à 19 % 2

20 % à 50 % 3

Plus de 50 % 4

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ À TOUS

Q17 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant d'un pays autre que (VOTRE PAYS)?

(MULTIPLE RÉPONSE POSSIBLE)

N° 1

Oui, dans un autre pays de l'UE 2

Oui, dans un pays hors UE 3

Je ne sais pas 998

DEMANDEZ SI Q17=2 ou 3

Q18 Quelle part de votre consommation annuelle d'alcool provient des boissons alcoolisées que vous avez achetées en ligne auprès de détaillants d'un autre pays?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Moins de 5 % 1

5 % à 19 % 2

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

20 % à 50 % 3

Plus de 50 % 4

Je ne sais pas 998

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité**Annexe de données**

Q1 Comment évalueriez-vous votre compréhension du régime fiscal dans (VOTRE PAYS)?

	Très bon	Bon	Moyenne	Mauvais	Très mauvais	Je ne sais pas
UE-27	8	27	44	13	6	2
BE	5	19	40	22	11	3
BG	8	31	43	12	4	2
CZ	4	19	52	16	5	4
DK	11	44	31	11	2	1
DE	10	26	41	14	7	2
EE	6	26	43	18	6	1
IE	11	31	43	10	4	1
EL	17	32	35	11	5	0
ES	7	28	40	16	7	2
FR	9	29	42	12	6	2
HR	8	28	47	12	4	1
IT	7	23	48	13	8	1
CY	11	37	40	8	2	2
LV	4	20	52	16	6	2
LT	5	25	54	11	2	3
LU	5	28	46	17	3	1
HU	6	22	55	13	3	1
MT	15	32	37	15	1	0
NL	6	28	46	13	5	2
AT	5	28	50	12	4	1
PL	6	29	46	13	5	1
PT	7	28	48	13	3	1
RO	4	21	49	15	8	3
SI	6	26	49	14	4	1
SK	6	21	53	13	5	2
FI	10	34	44	9	2	1
SE	16	40	34	7	2	1

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q2 Laquelle des affirmations suivantes concernant le régime fiscal de (VOTRE PAYS) êtes-vous le plus d'accord? Le niveau des impôts est évalué non seulement seul, mais aussi par rapport aux services publics qu'ils contribuent à financer, tels que les soins de santé, l'éducation et les infrastructures publiques. Les questions suivantes sollicitent votre point de vue sur cet équilibre.

	Les impôts sont trop élevés, et je les diminuerais même si cela signifie moins ou moins de services publics de qualité.	Je suis d'accord avec des taxes plus élevées si cela signifie des services publics plus ou mieux	Les impôts et les services publics devraient rester au même niveau	Je ne sais pas
UE-27	39	27	26	8
BE	45	17	28	10
BG	37	39	19	5
CZ	36	26	31	7
DK	26	24	43	7
DE	40	20	31	9
EE	53	20	22	5
IE	35	34	25	6
EL	48	37	11	4
ES	31	42	21	6
FR	37	23	32	8
HR	57	25	13	5
IT	41	31	18	10
CY	42	28	23	7
LV	45	17	28	10
LT	42	22	31	5
LU	31	16	47	6
HU	45	23	26	6
MT	31	19	46	4
NL	39	24	29	8
AT	36	20	37	7
PL	47	22	21	10
PT	37	31	25	7
RO	48	22	27	3
SI	50	21	24	5
SK	59	17	19	5
FI	22	40	34	4
SE	24	42	29	5

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q2a Selon vous, quelles taxes devraient être réduites en premier? [Réponses de MULTIPLE]

	Impôts sur les salaires	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôts sur le logement	Impôts sur les successions	Impôts sur les revenus réguliers, tels que les intérêts ou les loyers, et les bénéfices tirés de la vente de placements)	Taxes environnementales (taxes vertes)	Impôts sur les entreprises	Taxes sur le tabac et l'alcool	Taxes sur les transports	Autres	Je ne sais pas
UE-27	54	37	23	17	16	8	8	6	5	1	1
BE	67	18	18	35	12	7	4	4	6	0	1
BG	37	39	32	13	16	9	8	10	5	4	1
CZ	47	32	31	16	12	16	4	5	3	0	2
DK	57	27	23	28	15	10	4	3	9	1	1
DE	60	47	14	12	14	10	9	5	4	1	1
EE	44	67	15	3	7	16	4	3	20	1	1
IE	67	17	24	17	14	10	3	8	4	2	1
EL	29	45	35	12	25	8	6	9	6	0	1
ES	34	43	31	30	12	9	4	4	4	1	1
FR	50	28	18	31	17	8	14	7	5	0	1
HR	62	58	19	15	13	4	4	4	4	1	1
IT	58	25	33	13	21	6	7	3	5	2	1
CY	50	49	27	4	21	11	6	2	4	1	2
LV	53	44	25	7	10	4	9	6	16	1	1
LT	46	42	38	13	7	7	6	6	10	2	1
LU	70	13	16	11	24	11	4	2	1	2	4
HU	49	73	17	4	9	1	9	5	6	1	2
MT	56	18	12	25	34	4	9	6	3	0	0
NL	54	34	17	21	14	10	2	11	10	3	1
AT	66	32	23	8	13	12	9	8	7	1	1
PL	59	39	17	12	15	9	8	8	5	1	2
PT	57	42	35	5	16	2	10	2	5	1	1
RO	68	31	32	7	19	4	5	6	3	0	1
SI	72	31	23	11	13	8	7	4	5	1	2
SK	51	52	20	10	8	3	14	6	3	2	1
FI	48	35	23	21	13	8	8	11	12	0	1
SE	65	18	17	6	26	16	6	11	8	1	2

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=10 571 – Répondants qui ont répondu que: «Les impôts sont trop élevés, et je les diminuerais même si cela signifie moins ou moins de services publics de qualité»

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q2b Si les impôts doivent être augmentés pour payer les services publics, quels impôts devraient, selon vous, être levés en premier? [Réponses de MULTIPLE]

	Taxes sur le tabac et l'alcool	Impôts sur les revenus de placement (y compris les revenus réguliers, tels que les intérêts ou les loyers, et les bénéfices tirés de la vente de placements)	Impôts sur les entreprises	Taxes environnementales (taxes vertes)	Impôts sur les successions	Taxes sur les transports	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôts sur les salaires	Impôts sur le logement	Autres	Je ne sais pas
UE-27	48	33	28	14	13	5	5	5	4	5	3
BE	50	35	24	15	7	5	5	5	4	7	4
BG	48	29	32	18	2	6	7	10	6	5	3
CZ	69	16	27	7	4	4	6	4	2	4	5
DK	52	28	27	18	8	4	3	12	5	2	7
DE	40	41	24	9	37	7	6	3	2	4	1
EE	65	25	27	10	5	5	4	3	2	5	2
IE	49	33	26	13	11	3	6	5	4	4	4
EL	32	41	21	13	6	11	14	10	5	4	1
ES	47	33	38	13	7	2	5	2	3	4	3
FR	40	34	32	20	9	8	8	7	2	6	4
HR	58	18	40	7	4	1	3	2	32	2	4
IT	51	33	24	12	14	4	3	4	7	4	5
CY	52	33	50	12	5	3	1	2	2	6	0
LV	68	29	15	7	5	6	4	1	1	4	7
LT	56	21	26	16	7	7	9	3	15	2	7
LU	61	28	21	16	19	9	6	3	1	1	3
HU	54	35	11	17	4	5	4	6	0	12	5
MT	53	27	19	27	4	15	4	11	7	3	1
NL	40	38	34	15	13	4	4	4	2	3	3
AT	53	23	23	8	35	12	3	1	2	6	6
PL	54	22	21	18	9	7	6	4	14	6	4
PT	67	36	24	16	11	2	3	3	1	3	4
RO	66	28	16	22	5	4	5	2	4	4	5
SI	59	25	17	10	4	3	4	2	32	3	2
SK	65	27	16	17	4	4	5	2	5	6	1
FI	53	37	28	16	8	12	3	7	2	2	3
SE	43	30	29	18	12	5	2	11	3	5	6

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=6 759 – Répondants qui ont répondu que: «Je suis d'accord avec des taxes plus élevées si cela signifie des services publics plus nombreux ou de meilleure qualité»

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q3 Dans (VOTRE PAYS), les gens paient-ils des impôts proportionnellement à leur revenu et à leur richesse?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Pas du tout	Je ne sais pas
UE-27	20	51	24	5
BE	20	46	28	6
BG	13	37	46	4
CZ	9	52	32	7
DK	32	55	7	6
DE	31	49	13	7
EE	12	36	47	5
IE	21	55	19	5
EL	30	47	21	2
ES	17	51	29	3
FR	19	58	20	3
HR	12	33	48	7
IT	12	56	29	3
CY	22	59	16	3
LV	8	48	36	8
LT	9	48	36	7
LU	36	46	12	6
HU	14	33	50	3
MT	31	54	13	2
NL	25	54	15	6
AT	32	50	12	6
PL	9	49	33	9
PT	11	51	32	6
RO	29	39	24	8
SI	13	51	32	4
SK	11	42	38	9
FI	38	49	10	3
SE	17	53	26	4

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q4 Dans quelle mesure est-il facile ou difficile pour vous de remplir votre déclaration de revenus (VOTRE PAYS)?

	Très facile	Assez facile	Assez difficile	Très difficile	Quelqu'un d'autre dans mon ménage dépose ma déclaration de revenus	J'utilise un professionnel pour produire ma déclaration de revenus	Je n'ai pas besoin de déposer de déclaration fiscale	Je ne sais pas
UE-27	14	35	18	6	6	9	9	3
BE	15	35	19	7	7	7	7	3
BG	11	31	24	7	4	5	17	1
CZ	5	21	20	10	4	14	23	3
DK	14	43	20	7	4	2	6	4
DE	6	31	24	9	7	10	10	3
EE	35	44	7	1	2	1	8	2
IE	12	35	19	6	6	5	14	3
EL	15	34	17	6	7	20	1	0
ES	15	36	17	4	7	11	7	3
FR	22	48	16	4	5	1	3	1
HR	6	23	18	7	6	4	33	3
IT	6	25	21	9	7	24	6	2
CY	14	38	11	3	8	11	11	4
LV	16	39	16	4	6	3	13	3
LT	19	43	10	2	5	4	15	2
LU	5	33	22	5	11	11	10	3
HU	13	22	16	5	4	13	23	4
MT	10	35	16	4	4	5	24	2
NL	24	44	9	4	6	9	2	2
AT	23	40	14	5	4	5	7	2
PL	15	40	18	6	6	6	6	3
PT	18	37	15	6	9	9	5	1
RO	6	24	19	7	5	2	30	7
SI	16	37	14	4	4	1	19	5
SK	5	20	26	9	5	17	15	3
FI	25	47	12	2	2	1	10	1
SE	49	38	6	2	2	1	1	1

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q5 Selon votre expérience, quelle taxe est la plus compliquée à calculer et à payer? [Réponse unique]

	Impôts sur les revenus de placement, y compris les revenus réguliers, ces intérêts ou loyers, et les bénéfices provenant de la vente d'investissements)	Impôts sur les salaires	Impôts sur les successions	Impôts sur le logement	Impôts sur les entreprises	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Taxes environnementales (taxes vertes)	Taxes sur les transports	Taxes sur le tabac et l'alcool	Autres	Je ne sais pas
UE-27	22	16	9	9	7	6	4	3	2	2	20
BE	19	19	15	9	3	4	4	1	2	2	22
BG	22	15	6	11	9	8	4	1	4	1	19
CZ	22	23	4	7	4	7	1	1	1	1	29
DK	21	14	5	15	4	4	3	5	1	5	23
DE	21	18	7	7	10	4	5	5	0	2	21
EE	33	15	6	3	3	8	7	7	0	5	13
IE	21	30	7	8	9	4	2	2	3	1	13
EL	27	11	5	13	6	7	8	4	6	2	11
ES	22	10	14	9	6	12	6	1	3	3	14
FR	25	14	11	8	7	5	4	2	1	0	23
HR	28	19	3	10	8	10	2	0	2	1	17
IT	17	13	12	14	7	7	4	2	2	3	19
CY	15	24	7	7	10	10	2	0	2	2	21
LV	14	21	4	3	6	8	3	1	1	4	35
LT	22	15	8	7	12	4	4	2	1	3	22
LU	28	14	5	9	3	3	6	1	1	1	29
HU	22	17	7	4	17	9	2	1	1	2	18
MT	17	23	9	7	10	17	2	2	2	0	11
NL	19	24	8	12	6	5	2	1	3	3	17
AT	17	18	7	4	4	1	7	4	3	2	33
PL	19	21	5	5	7	9	3	2	1	4	24
PT	29	14	9	9	2	9	4	2	2	0	20
RO	41	13	11	10	3	8	3	1	2	2	6
SI	20	17	8	10	13	4	5	3	0	1	19
SK	15	19	5	6	19	4	4	2	2	1	23
FI	21	20	9	7	8	5	4	2	3	2	19
SE	31	16	2	10	8	5	6	6	1	4	11

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=5 814 – Répondants qui éprouvent des difficultés à remplir leur déclaration fiscale

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q6 Dans quelle mesure pensez-vous que les contribuables de (VOTRE PAYS) reçoivent un soutien adéquat pour produire leurs déclarations de revenus?

	Entièrement adéquat	La plupart du temps adéquat	Assez inadéquat	Très inadéquat	Je ne sais pas – je n'ai pas d'expérience en la matière
UE-27	10	36	29	12	13
BE	10	35	31	11	13
BG	7	41	27	12	13
CZ	7	37	31	7	18
DK	10	36	22	12	20
DE	7	29	36	18	10
EE	21	41	12	4	22
IE	7	29	33	17	14
EL	12	43	25	15	5
ES	11	41	25	12	11
FR	9	38	29	10	14
HR	6	17	35	23	19
IT	4	39	35	13	9
CY	3	29	38	22	8
LV	10	30	28	13	19
LT	11	43	24	7	15
LU	6	35	30	10	19
HU	14	32	27	13	14
MT	12	53	19	5	11
NL	12	42	27	8	11
AT	13	40	29	9	9
PL	15	39	23	8	15
PT	5	20	35	30	10
RO	13	31	20	6	30
SI	9	30	31	12	18
SK	7	31	35	10	17
FI	15	43	20	7	15
SE	27	40	16	4	13

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité
9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q7 À votre avis, quelle mesure serait la plus utile pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus? [Première réponse]

	Réformer le droit fiscal pour le rendre plus simple	Disponibilité des déclarations de revenus préremplies	Des instructions plus claires	Modifications moins fréquentes des règles	Plus de soutien avec la production de votre déclaration de revenus	Système de déclaration d'impôt entièrement numérique	Application mobile pour le dépôt d'impôts et le suivi des remboursements	Autres	Aucun d'entre eux	Je ne sais pas
UE-27	18	14	14	13	13	10	9	1	2	6
BE	15	21	13	16	13	7	7	1	2	5
BG	15	15	16	8	15	12	15	0	1	3
CZ	15	18	11	15	8	15	9	0	1	8
DK	19	9	14	9	13	11	8	1	2	14
DE	26	12	10	13	12	12	8	1	1	5
EE	7	27	10	20	4	13	8	0	3	8
IE	13	11	21	4	16	10	16	0	2	7
EL	18	13	10	17	13	15	12	0	0	2
ES	14	11	16	11	20	9	12	1	1	5
FR	17	19	18	14	13	6	5	0	3	5
HR	13	12	16	9	13	18	15	0	0	4
IT	17	15	14	17	15	9	8	0	1	4
CY	18	14	13	8	15	13	14	0	1	4
LV	17	12	15	12	10	13	11	1	2	7
LT	10	26	11	12	12	8	13	1	1	6
LU	12	19	14	6	17	14	11	1	2	4
HU	15	18	13	16	7	11	10	1	1	8
MT	11	12	15	6	16	17	19	0	1	3
NL	19	15	14	13	14	7	8	1	2	7
AT	15	15	14	16	14	7	9	1	3	6
PL	18	12	14	18	8	11	12	0	2	5
PT	12	17	18	13	19	8	7	2	1	3
RO	14	10	17	9	11	11	14	1	1	12
SI	11	17	13	18	7	11	12	1	3	7
SK	16	15	13	19	7	11	12	0	0	7
FI	14	21	20	4	12	10	10	1	1	7
SE	11	12	18	6	12	10	11	1	6	13

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q7a/b Selon vous, quelle mesure serait la plus utile pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus?

De la même liste, y a-t-il d'autres mesures qui seraient utiles pour aider les gens à produire leur déclaration de revenus?

[Réponses de MULTIPLE]

	Réformer le droit fiscal pour le rendre plus simple	Disponibilité des déclarations de revenus préremplies	Des instructions plus claires	Modifications moins fréquentes des règles	Plus de soutien avec la production de votre déclaration de revenus	Système de déclaration d'impôt entièrement numérique	Application mobile pour le dépôt d'impôts et le suivi des remboursements	Autres	Aucun d'entre eux	Je ne sais pas
UE-27	39	33	36	31	33	23	22	2	2	6
BE	37	39	34	37	33	18	18	2	2	5
BG	34	34	39	22	35	28	33	2	1	2
CZ	32	41	30	32	22	32	23	1	1	8
DK	37	21	34	24	30	25	17	2	2	14
DE	53	32	28	33	33	25	20	2	1	5
EE	20	46	28	42	14	23	17	1	3	8
IE	28	28	44	16	42	23	34	1	2	7
EL	43	36	27	35	35	35	32	1	0	2
ES	32	26	44	25	45	21	27	2	1	5
FR	38	37	40	33	30	15	15	1	3	5
HR	28	33	40	23	33	38	35	0	0	4
IT	38	36	38	35	40	24	17	1	1	4
CY	40	33	35	20	42	26	32	1	1	4
LV	34	29	35	28	24	23	23	2	2	7
LT	23	50	27	28	27	20	30	1	1	6
LU	27	41	41	18	36	27	27	2	2	4
HU	35	36	33	34	23	25	26	2	1	8
MT	30	29	36	14	41	35	39	1	1	3
NL	37	34	34	32	32	17	18	2	2	7
AT	33	35	34	32	34	17	21	3	3	6
PL	44	28	36	37	22	23	25	1	2	5
PT	32	37	46	33	42	18	17	2	1	3
RO	32	23	37	22	26	29	30	1	1	12
SI	24	36	33	38	23	25	25	2	3	7
SK	35	35	31	38	20	28	30	1	0	7
FI	34	37	46	15	30	22	25	2	1	7
SE	24	25	37	13	31	21	23	2	6	13

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Certains soutiennent que les personnes les plus riches (c'est-à-dire les 0,001 % les plus riches) devraient payer un niveau minimum d'impôt en fonction d'un pourcentage de leur richesse totale, et pas seulement de leur revenu. D'autres soutiennent que cela pourrait nuire à l'économie en décourageant les investissements ou en poussant les riches à quitter le pays.

Q8 Quelle est votre opinion sur un niveau minimum d'impôt basé sur la richesse appliqué aux personnes les plus riches (top 0.001%) dans (VOTRE PAYS)?

	Je soutiens l'introduction d'un impôt pour les personnes les plus riches (plus de 0,001%) afin de s'assurer qu'elles paient un niveau minimum	Je ne suis pas favorable à l'imposition des plus riches, car elle présente trop d'inconvénients (par exemple, en termes de compétitivité, d'investissement, de plafond).	Je ne sais pas
UE-27	65	24	11
BE	69	20	11
BG	71	20	9
CZ	45	30	25
DK	46	35	19
DE	69	22	9
EE	55	28	17
IE	67	22	11
EL	70	25	5
ES	69	22	9
FR	65	25	10
HR	71	16	13
IT	70	20	10
CY	68	22	10
LV	60	21	19
LT	68	18	14
LU	64	24	12
HU	78	12	10
MT	67	23	10
NL	64	23	13
AT	69	21	10
PL	49	33	18
PT	62	27	11
RO	63	23	14
SI	67	21	12
SK	56	27	17
FI	65	25	10
SE	56	31	13

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Certains soutiennent que les très grandes entreprises multinationales ne paient pas suffisamment d'impôts, car elles utilisent des règles fiscales avantageuses dans différents pays pour réduire le montant des impôts qu'elles doivent payer. Cependant, d'autres craignent que l'augmentation de la fiscalité sur ces entreprises pourrait les amener à déplacer leurs opérations à l'étranger, nuisant à l'économie.

Q9 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord pour dire que les grandes multinationales devraient être tenues de payer un montant minimum d'impôt dans chaque pays où elles exercent leurs activités?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Un peu en désaccord	Pas du tout d'accord	Je ne sais pas
UE-27	44	36	9	2	9
BE	43	36	9	3	9
BG	47	39	6	3	5
CZ	36	38	9	3	14
DK	39	36	9	3	13
DE	48	34	8	1	9
EE	35	40	9	5	11
IE	33	44	11	4	8
EL	43	44	8	2	3
ES	46	33	9	4	8
FR	46	38	7	1	8
HR	51	31	9	3	6
IT	42	37	11	2	8
CY	30	49	10	3	8
LV	29	43	9	5	14
LT	32	44	9	3	12
LU	40	41	8	4	7
HU	30	37	15	8	10
MT	41	42	9	3	5
NL	41	34	11	5	9
AT	54	32	6	1	7
PL	42	35	8	2	13
PT	44	39	9	2	6
RO	44	32	8	6	10
SI	40	33	14	7	6
SK	38	35	13	2	12
FI	39	44	8	1	8
SE	37	41	8	4	10

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q10 Quelle est votre opinion sur l'utilisation des taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (par exemple, les bouteilles en plastique) et de sources d'énergie polluantes?

	Soutien	Ne pas soutenir	Je ne sais pas
UE-27	59	27	14
BE	54	29	17
BG	71	19	10
CZ	49	33	18
DK	47	19	34
DE	50	35	15
EE	48	38	14
IE	62	26	12
EL	65	29	6
ES	63	25	12
FR	62	25	13
HR	62	26	12
IT	68	18	14
CY	57	35	8
LV	50	29	21
LT	58	25	17
LU	56	33	11
HU	57	28	15
MT	71	24	5
NL	55	33	12
AT	51	34	15
PL	56	28	16
PT	72	18	10
RO	70	21	9
SI	66	23	11
SK	60	21	19
FI	65	22	13
SE	60	26	14

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q11 Selon vous, quels produits nocifs pour l'environnement devraient être taxés davantage?

	Produits non recyclables ou difficiles à recycler	Plastiques	Émissions de gaz à effet de serre (p. ex. pollution industrielle, émissions liées aux transports)	Produits à usage unique (par exemple, pailles, couverts, emballages)	Combustibles fossiles (gaz, pétrole, charbon, etc.)	Autres	Je ne sais pas
UE-27	55	52	50	43	32	2	3
BE	54	46	48	49	27	2	4
BG	62	55	45	35	19	1	2
CZ	57	41	38	33	15	4	5
DK	58	39	46	34	39	3	8
DE	53	57	47	56	35	2	4
EE	64	45	28	37	17	1	3
IE	51	48	46	49	33	1	3
EL	49	37	52	29	26	1	1
ES	54	58	58	44	39	1	3
FR	55	57	53	44	34	2	4
HR	60	50	45	31	20	1	2
IT	55	51	51	42	34	1	2
CY	44	26	60	20	24	1	5
LV	63	36	27	27	13	2	4
LT	60	34	40	30	14	1	3
LU	65	53	40	59	24	4	0
HU	52	44	53	40	20	1	3
MT	52	40	48	54	26	2	2
NL	60	43	57	49	38	2	4
AT	55	47	49	44	36	1	4
PL	61	51	45	42	25	3	3
PT	51	54	55	43	30	1	2
RO	54	44	51	27	22	2	3
SI	62	46	35	31	15	2	2
SK	53	39	33	35	18	2	4
FI	63	44	44	45	39	3	4
SE	59	42	54	42	43	3	3

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=15 312 – Répondants favorables à l'utilisation de taxes pour décourager l'utilisation ou la consommation de biens nocifs pour l'environnement (bouteilles en plastique, par exemple) et de sources d'énergie polluantes

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q12 Actuellement, le transport aérien est moins taxé que le transport en voiture ou en train (en raison des exonérations de la taxe sur les carburants et du traitement de la TVA). Quelle est votre opinion sur la taxation des voyages aériens au même taux que les autres modes de transport?

	Soutien	Ne pas soutenir	Je ne sais pas
U27	53	31	16
BE	55	28	17
BG	52	30	18
CZ	50	27	23
DK	40	32	28
DE	61	29	10
EE	39	44	17
IE	44	39	17
EL	53	35	12
ES	44	38	18
FR	57	31	12
HR	54	30	16
IT	50	28	22
CY	37	44	19
LV	42	35	23
LT	40	35	25
LU	47	39	14
HU	58	25	17
MT	48	43	9
NL	60	30	10
AT	61	29	10
PL	47	28	25
PT	57	28	15
RO	50	32	18
SI	60	29	11
SK	53	27	20
FI	59	26	15
SE	55	31	14

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q13 Quelles actions, le cas échéant, l'UE devrait-elle privilégier en matière de fiscalité? [Réponses de MULTIPLE]

	Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales	Prévenir les doubles impositions entre les pays de l'UE	Résoudre les désaccords fiscaux entre les pays de l'UE	Recours à des mesures fiscales pour soutenir une économie verte	Faciliter la numérisation des administrations fiscales et douanières	Autres	Aucun des éléments ci-dessus	Je ne sais pas
UE-27	54	25	23	19	16	2	2	9
BE	55	25	26	17	10	2	2	9
BG	52	34	12	16	26	3	2	6
CZ	55	28	12	7	19	1	2	12
DK	47	23	17	19	14	1	4	16
DE	52	27	21	19	19	3	2	8
EE	36	40	21	8	16	1	4	10
IE	43	32	20	24	15	1	2	9
EL	49	31	30	22	24	1	1	3
ES	51	26	30	18	16	2	2	8
FR	65	16	29	17	12	1	2	9
HR	57	45	18	15	16	1	1	5
IT	61	17	19	20	16	2	2	8
CY	64	37	18	12	13	1	1	5
LV	43	31	16	9	12	2	4	12
LT	54	16	17	10	20	1	2	12
LU	49	29	18	19	16	1	3	10
HU	52	31	21	16	10	1	1	12
MT	53	26	17	30	17	1	0	4
NL	50	24	27	21	8	2	3	10
AT	54	31	20	21	13	1	3	8
PL	43	39	15	22	13	1	2	10
PT	61	31	23	25	14	1	1	5
RO	40	27	23	26	25	1	2	8
SI	53	37	13	13	12	2	2	7
SK	43	29	26	12	18	1	2	9
FI	60	26	23	17	10	2	1	10
SE	54	25	19	22	15	1	3	10

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q14 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des produits du tabac dans un pays autre que (VOTRE PAYS)?

	Oui, dans un pays hors UE	Oui, dans un autre pays de l'UE	Non	Je ne sais pas
UE-27	4	11	84	1
BE	4	15	82	1
BG	6	15	80	0
CZ	4	15	81	1
DK	4	11	86	1
DE	4	11	85	1
EE	4	11	86	1
IE	7	21	73	1
EL	4	13	84	0
ES	6	8	86	2
FR	4	14	83	1
HR	10	11	80	1
IT	3	9	86	2
CY	6	11	83	1
LV	5	11	85	1
LT	5	13	82	1
LU	3	7	91	1
HU	3	8	88	2
MT	4	14	83	0
NL	3	19	78	1
AT	3	9	87	1
PL	4	9	85	2
PT	3	8	88	1
RO	5	12	83	2
SI	7	16	78	1
SK	6	12	83	1
FI	5	19	77	1
SE	3	10	86	1

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q15 Comment avez-vous acheté ces produits du tabac dans un autre pays? [Réponses de MULTIPLE]

	En personne	Quelqu'un d'autre les a achetés en votre nom	Par téléphone	En ligne	Autres	Je ne sais pas
UE-27	70	16	8	9	2	2
BE	63	28	10	9	1	2
BG	77	14	8	5	1	1
CZ	73	22	2	5	0	1
DK	71	11	10	13	2	2
DE	79	13	6	5	2	3
EE	84	12	2	4	2	1
IE	78	16	5	5	0	1
EL	34	40	8	22	4	1
ES	59	12	17	14	3	1
FR	69	24	4	5	1	3
HR	84	13	5	5	1	0
IT	62	10	11	18	3	2
CY	61	13	5	9	12	1
LV	77	8	5	10	5	1
LT	71	12	6	8	1	4
LU	79	13	3	8	0	2
HU	75	8	8	11	2	2
MT	59	32	5	15	1	2
NL	74	21	4	5	2	1
AT	82	6	7	5	2	1
PL	62	14	10	15	2	2
PT	71	20	5	4	2	0
RO	77	11	5	9	0	2
SI	81	11	5	5	0	2
SK	73	9	9	11	3	0
FI	71	14	8	15	0	0
SE	78	10	8	13	1	0

Il convient de faire preuve de prudence lors de l'interprétation des résultats par pays, en raison de la faible taille de la base dans certains pays (<100).

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=4 327 – Dépendance ayant acheté des produits du tabac à un détaillant dans un pays autre que (LE PAYS) au cours des 12 derniers mois

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q16 Quelle part de votre consommation annuelle de tabac provient des produits du tabac achetés dans un autre pays?

	Moins de 5 %	5 à 19 %	20 % à 50 %	Plus de 50 %	Je ne sais pas
UE-27	42	23	16	12	7
BE	27	17	19	29	8
BG	62	19	7	5	7
CZ	44	20	11	15	10
DK	41	19	13	15	12
DE	46	22	15	10	7
EE	62	9	12	11	6
IE	40	21	15	14	10
EL	40	37	16	5	2
ES	37	30	19	9	5
FR	30	23	17	20	10
HR	66	14	7	4	9
IT	41	35	17	3	4
CY	64	21	2	3	10
LV	61	13	9	8	9
LT	64	12	10	10	4
LU	74	9	6	6	5
HU	60	15	15	7	3
MT	41	22	22	7	8
NL	24	13	20	37	6
AT	49	21	13	8	9
PL	48	15	22	6	9
PT	53	31	11	3	2
RO	61	21	4	8	6
SI	65	11	10	4	10
SK	58	20	5	8	9
FI	43	18	16	15	8
SE	52	26	13	2	7

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=4 327 – Répondants ayant acheté des produits du tabac à un détaillant dans un pays autre que (LE PAYS) au cours des 12 derniers mois

Eurobaromètre Flash 562

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q17 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant d'un pays autre que (VOTRE PAYS)? [Réponses de MULTIPLE]

	Oui, dans un autre pays de l'UE	Oui, dans un pays hors UE	Non	Je ne sais pas
UE-27	9	3	88	1
BE	12	2	86	1
BG	11	4	85	1
CZ	5	2	93	1
DK	14	3	83	1
DE	10	2	88	1
EE	11	2	87	0
IE	15	7	78	1
EL	11	4	86	0
ES	8	3	88	2
FR	9	2	90	0
HR	6	2	91	1
IT	9	3	87	2
CY	3	1	94	2
LV	8	2	90	1
LT	13	2	84	1
LU	8	1	90	1
HU	7	1	91	2
MT	11	2	87	1
NL	16	2	82	1
AT	10	2	88	1
PL	7	3	89	2
PT	8	2	90	0
RO	10	3	86	2
SI	9	4	88	0
SK	8	3	88	1
FI	14	2	84	1
SE	12	3	85	1

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=25 793 – Tous les répondants

Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Q18 Quelle part de votre consommation annuelle d'alcool provient des boissons alcoolisées que vous avez achetées en ligne auprès de détaillants d'un autre pays?

	Moins de 5 %	5 à 19 %	20 % à 50 %	Plus de 50 %	Je ne sais pas
UE-27	41	30	19	6	4
BE	30	27	26	14	3
BG	57	18	19	4	2
CZ	52	26	18	3	1
DK	35	23	17	18	7
DE	48	21	25	4	2
EE	62	12	9	9	8
IE	48	24	14	7	7
EL	32	48	16	3	1
ES	26	41	23	6	4
FR	37	31	21	8	3
HR	59	24	11	2	4
IT	41	38	14	4	3
CY	46	20	19	0	15
LV	55	18	14	3	10
LT	62	19	5	6	8
LU	66	19	6	7	2
HU	46	31	14	6	3
MT	32	34	24	9	1
NL	37	28	15	16	4
AT	54	23	9	4	10
PL	35	35	23	3	4
PT	47	36	10	3	4
RO	56	20	15	1	8
SI	53	24	14	5	4
SK	58	23	11	4	4
FI	29	28	23	18	2
SE	43	36	13	7	1

Il convient de faire preuve de prudence lors de l'interprétation des résultats par pays, en raison de la faible taille de la base dans certains pays (<100).

Eurobaromètre Flash 562 – Attitudes des citoyens à l'égard de la fiscalité

Travaux sur le terrain: 9.4.2025-17.4.2025 / (%) Base: n=3 290 – Répondants ayant acheté des boissons alcoolisées en ligne auprès d'un détaillant dans un pays autre que (LE PAYS) au cours des 12 derniers mois